

LE COMBAT SYNDICALISTE

CNT MENSUEL DE LA
Confédération Nationale du Travail



MAI 2020/N° 452ter

2€

ON N'EST PAS LA GARDERIE DU MEDEF!

**Sommé-es de rouvrir les écoles pour «libérer»
les parents qui doivent assurer la croissance et
les profits des employeurs, des enseignant-es
ne marchent pas dans la combine.**



Lutte syndicale

- La coordination Rouge et noire
à propos du Covid 19. P 2

École

- On n'est pas la garderie du
Medef ! Rouvrir l'école, juste pour
permettre au parents de reprendre
le travail, c'est non. P 9

Ici et maintenant

- Comité de salut public contre
Covid19 ? Histoire, citations & référé-
rences, politique fiction, réflexions.
P 10&11
- Le patriarcat confiné, qu'on en
finisse ! Injonctions, mômes à la
maison, triple journée. Le confine-
ment? Un mot masculin. P 5 à 7
- Brigades populaires de solidari-
té, à Nantes. P 8&9
- L'état de guerre de rattrapage.
Contre le code du travail, contre les
salarié-es, patronat et gouverne-
ment précipitent les attaques. P 10
- Un tout jeune groupe. Création
d'un groupe CNT Jeunes à Saint-
Etienne. P 12

Faire vivre les combats de Yoann. P 6 à 9

International

- Chili, Turquie, Amériques, Europe.
P 18 à 23

Culture

- Homo Domesticus, une histoire
profonde des premiers États,
James C. Scott.
- Kilomètre zéro,
Piatzsek et Bossard.
- Les pirates des Lumières ou la
véritable histoire de Libertia,
David Graeber. P 24 à 27

La coordination Rouge et Noire, à propos du Covid 19

Nous vivons ces jours-ci de difficiles et étranges moments, suite à la pandémie globale dans laquelle chaque pays sombre à sa manière. Malgré cela, et prenant en compte cette situation exceptionnelle, les syndicats de la coordination Rouge et Noire ne peuvent cesser de revendiquer une série de mesures. D'une manière ou d'une autre, nous considérerons ces demandes essentielles pour les travailleur-euses. Comment aurions-nous pu rester sans agir face à certains événements qui se déroulent autour de nous ?

■ Revendications de la coordination Rouge et Noire :

-Nous exigeons un revenu de base pour les travailleur-euses licenciés et précaires. Du fait de la baisse de l'activité économique, de nombreux travailleur-euses seront licenciés. Et d'autre part, beaucoup de précaires souffriront davantage des conséquences de la pandémie. Pour eux, nous exigeons un revenu de base qui leur permette de vivre dans la dignité.

-Dans le même sens que le point précédent, nous demandons des moratoires sur les loyers et les hypothèques pour les tra-

vailleur-euses précaires et les chômeur-euses ayant des problèmes financiers.

-Nous défendons les systèmes de santé publics, qui ont été démantelés et vendus à des fonds privés.

-Nous exigeons des mesures de protection dans les emplois, en particulier pour les emplois essentiels qui doivent éviter la contagion au quotidien comme les agents de santé, les pompiers ou les travailleur-euses du secteur alimentaire.

-Nous exigeons la cessation de toute activité économique non essentielle. Il faut stopper la production pour éviter les contagions des travailleurs et faire passer la vie des personnes avant le capital.

-Nous demandons de l'aide pour les femmes battues qui sont maintenant plus vulnérables dans cette situation de confinement.

-Nous appelons à la solidarité et à



Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello
N° de CPPAP : 0623 S 0651

Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org
CS c/o CNT Stics 13
c/o 1 000 Bâbords
61, rue Consolat 13001 Marseille

Administration

cs-administration@cnt-f.org
C/O CNT 18 Avenue de Sierre
07200 Aubenas

Abonnements

cs-administration@cnt-f.org
C/O CNT 18 Avenue de Sierre
07200 Aubenas

Impression sur papier certifié
PEFC

Imprimerie Étoile

Za Sainte Anne 61190 Tourouvre
Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué.es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à tou-ttes !



l'entraide, non seulement pour les personnes âgées, dépendantes ou vulnérables, mais aussi pour les réfugié-es. Cette situation dans les camps, sera plus difficile car ces personnes pourraient ne pas avoir suffisamment de moyens pour subvenir à leurs besoins.

-Nous soutenons la multiplication et l'émergence des initiatives de quartier qui permettent aux populations à risque de rester chez elles et de ne pas être exposées à cette contagion.

-Nous exigeons la défense des migrant-es et condamnons l'augmentation de la répression et des abus de la part des autorités policières.

-Enfin, nous considérons que nous devons réfléchir au modèle capitaliste dans lequel nous vivons. L'existence de grandes villes de masse, ainsi que le système d'exploitation agroalimentaire, peuvent être des causes de la propagation rapide de cette maladie, comme pour les précédentes (SRAS), et de l'injustice sociale existante.

-En ce sens, nous condamnons le système capitaliste comme le véritable coupable de la situation présente. Nous devons donc prendre des mesures pour démanteler le système actuel et décomplexer nos sociétés, en évitant à la fois l'urbanisation démesurée et les modes d'exploitation agricoles non durables. ●

Le secrétariat de la Coordination Rouge et Noire, le 4 avril 2020.

Les syndicats membres de la coordination Rouge et Noire sont : EZE(Grece), I.P (Pologne), S.A.C (Suède), CGT (Etat Espagnol), S.O (Etat espagnol), U.S.I (Italie), CNT-F.

Comité de salut public contre Covid19 ?

Histoire, citations & références, politique-fiction, réflexions.



Comité de salut public: la formule resurgit. Elle est même appliquée dans un village de Savoie par un maire, général de corps d'armée en retraite.

Même en trouvant le temps long entre les récrés, on aura retenu que la Terreur en 1793-1794, qui a fait perdre la tête à nombre de révolutionnaires, est directement issue d'un comité de salut public.

Durant la Commune de Paris (150 ans l'an prochain), la création d'un comité de salut public fut discutée à partir du 28 avril 1871 et votée le 1er mai. Au cours de la séance de la Commune du 28 avril présidée par Jules Vallès, Jules Miot - un ancien de 1848 - propose la création d'un comité de salut public imitant ce qu'ont fait les Montagnards en 1793. « Vu la gravité des circonstances et la nécessité de prendre promptement les mesures les plus radicales, les plus énergiques, la Commune décrète : Art1 :

Un comité de salut public sera immédiatement organisé. Art2 : Il sera composé de cinq membres nommés par la Commune au scrutin individuel. Art3 : Les pouvoirs les plus étendus sur toutes les commissions sont donnés à ce comité, qui ne sera responsable qu'à la Commune. » Les discussions perdurent jusqu'au vote du 1er mai, 45 pour, 22 contre le projet global.

■ Vu les talismans et amulettes...

Lissagaray écrira dans son « Histoire de la Commune de 1871 » : « Mais que signifiait ce mot de comité de salut public, parodie du passé, épouvantail à niauds ? Il hurlait dans cette révolution prolétarienne, dans cet Hôtel de Ville d'où le comité de salut public fit arracher Jacques Roux, Chaumette et les meilleurs amis du peuple. Malheureusement, la plupart au Conseil n'avaient lu l'histoire de la Révolution qu'avec le ponce. Ce titre ronflant les enleva. Ils au-

raient voté séance tenante, sans l'énergie de quelques collègues qui exigèrent une discussion. » Tel Charles Longuet : « Ne croyant pas plus aux mots sauveurs qu'aux talismans et aux amulettes, je vote contre. »

Lord Acton, un Anglais contemporain de la Commune, quelque peu jugé iconoclaste dans l'ère Victorienne, est crédité de quelques phrases qui sonnent pas mal : « Le pouvoir tend à corrompre, le pouvoir absolu corrompt absolument. Les grands hommes sont presque toujours des hommes mauvais » ; « Il n'y a pas plus de rapport entre la liberté et le pouvoir qu'entre l'éternité et le temps » ; « La liberté n'est pas le pouvoir de faire ce que l'on veut, mais le droit de faire ce que l'on doit. » Mais ce Lord Acton (1834-1902) n'était pas précisément un anti-autoritaire : catho, éminente figure du libéralisme politique, proche ami et conseiller du Premier ministre libéral progressiste Gladstone, Acton fut



lui-même membre et député (1859-1865) du parti libéral, achevant sa carrière comme prof d'histoire moderne à Cambridge.

■ Vu la gravité des circonstances...

Politique-fiction ? Le 13 avril, des sondages semblaient indiquer que près des deux tiers des gens interrogés en France sont soit des dictateurs en puissance, soit en attente d'un pouvoir fort, voire en demande d'un César, grand timonier, petit père des peuples, führer...

Politique-fiction donc : Le 28 avril 2020, le Premier ministre Edouard Philippe déclare solennellement : « *Vu la gravité des circonstances et la nécessité de prendre promptement les mesures les plus radicales, les plus énergiques, je décrète : Art1 : Un comité de salut public sera immédiatement organisé. Art2 : Il sera composé de cinq membres nommés par le président de la république. Art3 : Les pouvoirs les plus étendus sur tous les ministères sont donnés à ce comité, qui ne sera responsable qu'à la présidence* » Et il aura droit au plébiscite des deux tiers de la population....

Confinement obligatoire, répression systématique, surveillance renforcée des réseaux sociaux, algorithme de repérage de regroupement anormal de téléphones portables, drones et hélicoptères, certains avec balayage infra-rouge pour repérer les déplacements de nuit.... Et là, ce n'est pas de la fiction ! C'est aujourd'hui !

■ Vu l'utilité commune...

Ce 13 avril 2020, notre guide éclairé nous a causé dans la boîte à conneries. Que de belles paroles ! « *Il nous faudra rebâtir une indépendance agricole, sanitaire, industrielle et technologique française et plus d'autonomie stratégique pour notre Europe. Cela passera par un plan massif pour notre santé, notre recherche, nos aînés, entre autres.* » Il veut faire revenir les ateliers et les usines, relocaliser les moyens de production ? « *Il nous faudra nous rappeler aussi que notre pays, aujourd'hui, tient tout entier sur des femmes et des hommes que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal.* » ; « *Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.* » ; « *Ces mots, les Français les ont écrits il y a plus de 200 ans. Nous devons aujourd'hui reprendre le flambeau et donner toute sa force à ce principe.* »

Depuis 37 ans que des syndicalistes se battent dans ces professions pour sauver leurs outils de travail, leurs savoirs faire, leurs emplois...

Le ci-devant président se souvient d'un coup de l'article 1er de la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 ! Mais ne cite que la deuxième phrase ! « *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.* » Vu de ma fenêtre, la deuxième phrase annule la première, si on introduit une notion de différence sociale, on remet en cause la notion d'égalité. Mais c'est un autre débat.

■ Vu le Medef des forges

C'est le Roux de Béziers qui ne va plus être son copain ! Lui qui voudrait supprimer des jours fériés, des congés payés, remettre ces (ses ?) fainéant-es de salarié-es trop payé-es au boulot 10 heures par jour, 6 jours sur 7 ! Revenir au bon temps des maîtres des forges et de son comité (des forges celui-là, pas de salut public) !

Mais Macron change de costard, s'habille social. Le pire, c'est qu'il va y en avoir pour croire qu'il passe de l'ultra-libéralisme au socialisme, modéré s'entend !

Macron, qui a possiblement de meilleures références historiques que Geoffroy, sait qu'à l'époque des maîtres des forges, les révoltes ouvrières étaient particulièrement dures... ●

Yves. ETPRECI75

CNT

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

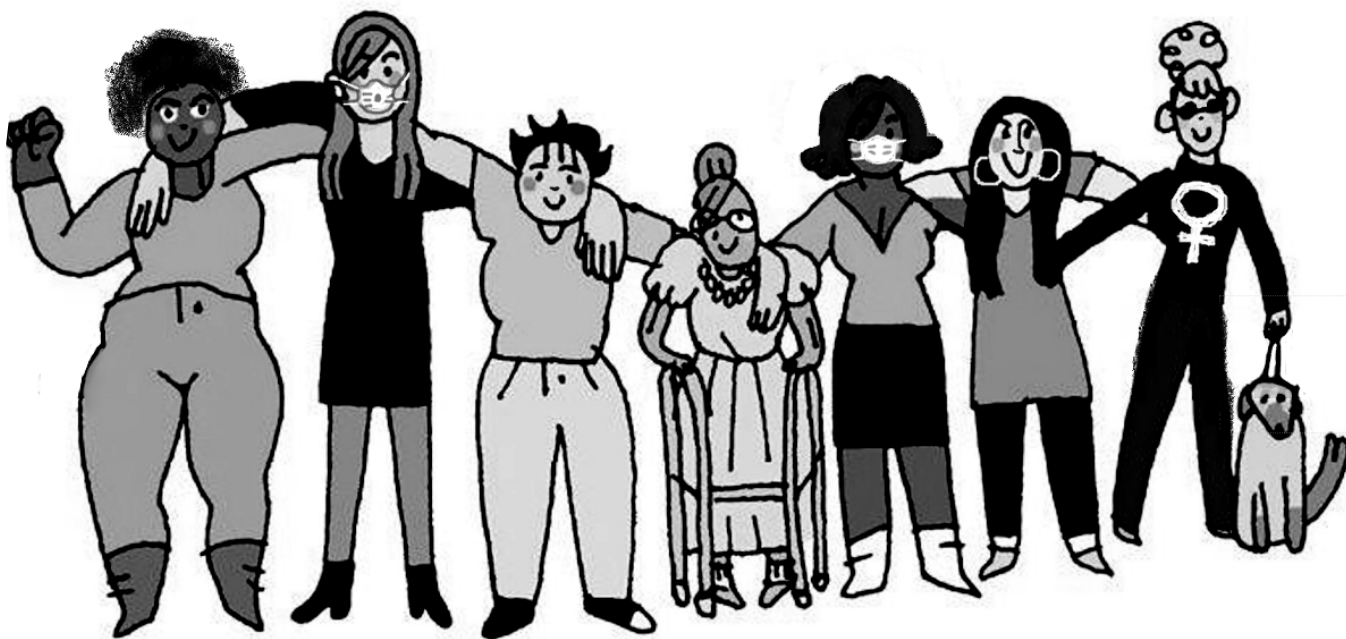
Bureau confédéral
6, rue d'Arnal
30900 Nîmes

www.cnt-f.org – Mèl : cnt@cnt-f.org

COMBAT SYNDICALISTE

CNT – 33, rue des Vignoles – 75020 Paris

Mèl : cs-administration@cnt-f.org



Le patriarcat confiné, qu'on en finisse !

Injonctions, mêmes à la maison, triple journée. Le confinement? Un mot masculin.

En tant que femme, le confinement me rappelle jour après jour le rôle que le patriarcat m'a assignée sans mon consentement : être désirable. Même confi-

née, une femme se doit de prendre soin d'elle, soigner sa coupe de cheveux, sa tenue, son poids et ne pas céder à la faiblesse de cesser, ou d'espacer, les séances d'épilation. Pour

preuve les bonnes tranches de rigolade saluant les trop nombreux mêmes courant sur les réseaux sociaux sur les femmes avant/après confinement. L'équivalent sur les hommes ? Quelques uns par ci par là... mais c'est beaucoup moins drôle. Une femme avec du ventre est une femme qui perdrait en capacité de séduction. Un homme avec son petit bidon de bière, un article sur le si touchant « *belly daddy* » le rendra désirable au-delà de sa plastique normée ou pas. Une femme a des codes à respecter, voyez-vous.

Ni trop grande, ni trop petite, valide évidemment, obligatoirement mince (cf les fameux « *Je suis grosse.* » « *Mais t'es belle quand même !* » « *J'ai dit que j'étais grosse, connard, pas que j'étais moche. C'est pas incompatible, merci de t'instruire.* »), visage symétrique, traits fins, propreté, look travaillé... Blanche de préférence, racisée à la limite à condition de ne pas être voilée. Noire trop foncée, ça passerait sans avoir grosses lèvres, nez épaté, coupe afro. J'en oublie. Si t'es pas « *académique* » (De quelle « *académie* » au fait ?), tu sors du marché des « *baisables par mec cis hétéro* ». Mince alors... et qui serait notre principale ambition dans la vie! (Non).

■ Normes, distanciation...

Non, soyons claires, on passe nos journées en pyj si on veut, on se maquille quand on en a envie, on bouffe ce qui nous fait plaisir car seule compte notre propre opinion sur nos corps, et on a mieux à faire que se torturer à s'épiler. Nos conjoints ? Leur avis n'est tout





simplement pas requis, et le simple fait de poser cette question met en lumière la difficulté de certain-es à ne plus prioriser les hommes, promettant encore de beaux jours au patriarcat. Le mien de conjoint ne s'en porte pas plus mal, merci de

■ Violences en huis clos

Dans un autre domaine de la vie de femme, j'ai la chance infinie [non, pas une chance, c'est la normalité, c'est l'inverse qui est anormal] de ne pas connaître de violences au sein de mon couple. Qu'en est-il de toutes

les femmes emprisonnées avec leur bourreau depuis la mi-mars ? Les violences conjugales ont augmenté de 32 % selon les stats des associations, le 3919 répond une fois sur deux, et les centres d'hébergement sont surchargés. Rester chez soi en tenant à coups d'anti-dépresseurs (si on en a sous la main), ou en tremblant à chaque interaction avec son conjoint fait-il partie de « l'effort national ? » Et on entend encore, en plein confi-

nement, des remarques aussi gerbantes que : « *Mais pourquoi elles restent ?* » « *Elles doivent un peu le chercher...* ». Je ne reviendrai pas ici sur les multiples motifs qui peuvent contraindre une femme à subir ces abus sans pouvoir s'y soustraire, ils sont légions et faciles à imaginer pour peu qu'on s'en donne la peine.

■ Flux instinctif, instinct maternel...

En tant que mère, le bilan n'est pas forcément plus réjouissant. Déjà, mieux valait éviter de tomber enceinte pendant le confinement, l'accès à l'IVG étant sacrément diminué. Sortir de chez soi pour acheter un test de grossesse peut écoper d'une amende de 135 euros : pas « *de première nécessité* ». Idem pour les protections périodiques (pas « *hygiéniques* », les règles, ça n'est pas sale, ni dû à un manque d'hygiène...) C'est le moment où jamais de se mettre toutes au flux instinctif pour participer à l'effort national, les filles, merci d'avance de votre coopération. De même, mythe de « *l'instinct maternel* » oblige, je dois me réjouir d'avoir mes enfants à charge H24, télétravail ou pas on s'en fout. Évidemment, puisque la gestion des enfants n'est pas un travail, à peine un métier pour certaines qui n'ont pas d'autres talents. Oui, on est bien content-es de les trouver, les assistantes-maternelles, mais avouez quand même que c'est un métier à la coule : rester chez soi à faire ni plus ni moins que ce que tu fais déjà toute la journée avec tes propres gosses... Normal qu'elles fassent partie des catégories professionnelles les plus sous-payées et précarisées. (comme toutes les catégories professionnelles fortement féminisées...). En fait, garder des enfants est un travail, et à plein temps (ça ne s'arrête pas en



vous inquiéter de lui avant moi, et si ce genre de choses le contrariait, il n'aurait, en premier lieu, jamais pu devenir mon conjoint. CQFD. En plus, je suis une « *femme bien* » selon les normes patriarcales : en couple hétéro, ni lesbienne ni célibataire, forcément malheureuses parce que c'est bien connu, pas de félicité au-delà du couple hétéronormé...

fin de journée, la nuit ou les week-ends), et non, ça ne s'improvise pas. Tou-tes les parent-es ont appris sur le tas, erreurs multiples à la clef. Les assistantes-maternelles ont été dûment formées, même si elles étaient déjà mères, et ne peuvent pas négocier d'heures de pause avec leurs employeur-ses. Elles assurent non-stop, sans broncher. Alors oui, télétravailler avec ses enfants à la maison, surtout s'illes sont en bas âge, c'est épuisant. C'est une triple journée, les femmes effectuant déjà à elles seules encore 80 % des tâches ménagères selon l'INSEE, phénomène tristement connu comme « double-journée des femmes ». Voilà la troisième couche qui nous manquait : la même chose, mais simultanément. Facile... Je suis, encore une fois, privilégiée, en garde alternée et pas la seule adulte de la maison. Pour les mères célibataires à plein temps, c'est l'enfer assuré. Leur apporter une aide, un soutien ne serait-ce que financier ? Impossible. Effort national, on vous dit.

■ Qu'elles se démerdent.

Comme à son habitude, le capitalisme sait toujours s'entourer d'alliés nécessaires à son expansion, et bouffe à tous les râteliers. Fascisme, patriarcat, tout est bon, tant qu'ils servent ses intérêts. Alors les filles, quand est-ce qu'on leur botte le cul ? ●

Caro, CNT STE 72



Unité nationale, mes fesses!

Un effort, oui, mais pas remettre une pièce dans la machine capitaliste et néo-libérale. Union nationale, oui, mais pas avec celles et ceux qui ont sapé nos infrastructures de solidarité et nous ont mené-es dans l'impasse économique, écologique et patriarcale où nous nous trouvons. Non, ces appels à la solidarité, aussi inopinés qu'hypocrites, ne nous convaincront pas, et n'effaceront rien. Quelles que soient les impasses et inévitables errances du moment, la crise actuelle a au moins le mérite de mettre en lumière, pour qui veut bien voir, que notre système est au-delà du défectueux : il est mortifère. Il n'appartient qu'à nous, celles et ceux soudainement devenu-es les héro-ïnes essentiel-les à la Nation (celles qui font tourner le bousin, en fait, quelle surprise!), de prendre la mesure de cette leçon, pour envisager un autre

système et le mettre en place par nous-mêmes. En définitive, soyons sérieux-ses : restons utopiques.

Comme l'écrivait Errico Malatesta, l'anarchie «est l'idéal qui pourrait même ne jamais se réaliser, de même qu'on n'atteint jamais la ligne de l'horizon qui s'éloigne au fur et à mesure qu'on avance vers elle, l'anarchisme est une méthode de vie et de lutte et doit être pratiqué aujourd'hui et toujours, par les anarchistes, dans la limite des possibilités qui varient selon les temps et les circonstances. Il ne s'agit pas de faire l'anarchie aujourd'hui, demain, ou dans dix siècles, mais d'avancer vers l'anarchie aujourd'hui, demain, toujours. Si pour vaincre il faut pendre sur les places publiques, je préfère être vaincu». ●

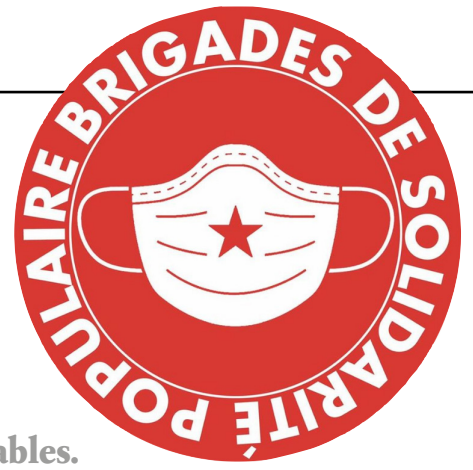
Caro, STE72

Les héro-ïnes vous emmerdent

Chaque soir à 20h, je tremble, de rage, d'effroi, au son de ces applaudissements qui héraient les soignant-es, les condamnant plutôt qu'ils ne les encouragent. La posture d'héro-ïne est impossible à tenir quand il faut appeler à l'aide pour accomplir sa mission. Ces applaudissements, les soignant-es les porteront comme un fardeau quand tout ça sera fini et qu'illes demanderont (encore) plus de moyens pour les hôpitaux, contrairement à ce qui se dit : « les héro-ïnes, ça donne sans compter, ça ne s'abaisse pas à de basses considérations financières, ça travaille pour la beauté du geste, mesdames messieurs, certainement pas pour de l'argent », allons donc... Je tremble aussi pour tou-tes les salariées, dont je fais partie, qui vont devoir accepter de travailler plus pour gagner moins, de s'asseoir sur

leurs congés, pour redonner ses couleurs au grand Capital blafard après de si mauvais traitements. Le pauvre. Grand Capital qui serait la fin ultime et indépassable de notre horizon sociétal. Ces mêmes travailleur-ses qu'on culpabilisera à grands coups d'« unité nationale » et d'« indispensables efforts de solidarité », et qui acquiesceront, pensant travailler pour la communauté et récolter elleux aussi leur heure de gloire bien méritée, tout comme nos héro-ïnes soignant-es si inspirant-es en ce moment. (« Comment se redonner une conscience » clés en main. On dormira mieux, et on oubliera encore plus facilement ce que l'on prenait déjà grand soin d'ignorer.) Et bien je ne suis pas une héroïne, et j'emmerde celles qui voudraient que je m'y colle. ●

Caro, STE 72



Autodéfense sanitaire, entraide populaire

Dans la rue, une aide alimentaire et sanitaire aux plus vulnérables.

Sur le modèle des brigades de volontaires pour l'urgence de Milan, des équipes de militant-es distribuent de l'aide alimentaire aux gens de la rue et aux personnes âgées, vulnérables. L'initiative a essaimé à Lyon, Paris, Rennes, Saint Etienne, Nantes... À Nantes, depuis le début du confinement, comme dans d'autres villes, les maraudes des assos humanitaires se sont réduites, ce qui affame et isole les personnes sans domicile, notamment les exilé-es qui se trouvent d'autant plus exposées à une police en roue libre, qui profite de la désertion des rues pour déchaîner sa violence et son arbitraire.

Distribution de repas, maraudes, permanences : à Nantes, ces brigadistes se sont fait connaître par voie d'affiches, via une page facebook, auprès du voisinage, ont acheté des denrées alimentaires et fait appels à dons. Face à l'incurie de l'État, ce réseau de solidarité ne cache pas sa mise en accusation des politiques néo-libérales criminelles. Ces militant-es prônent ouvertement de nouvelles formes d'organisation collective, notamment des initiatives similaires dans d'autres quartiers, pour éviter de traverser la ville dans tous les sens: plus c'est local, moins on se déplace...

Les Brigades de solidarité populaire sont nées lors de la deuxième semaine de confinement, à la fin mars, simultanément dans plusieurs villes de France. Inspirées du modèle des « *Brigate Volontarie Per L'Emergenza* » de nos camarades autonomes milanais-es. Ces initiatives s'inscrivent dans un

réseau de solidarité nationale et internationale.

Elles partent du constat de la responsabilité de l'État dans cette crise sanitaire, coupable de la destruction progressive de nos systèmes de solidarité et de santé publique et de son ingérence dans la gestion de l'épidémie, toujours au détriment des classes populaires, et au profit des marchés. L'auto-organisation d'une solidarité populaire s'est donc présentée comme une évidence.

■ Formation sanitaire et politique

Dans l'objectif de mettre en place

réciroquement, sur le plan sanitaire et politique. Des permanences solidaires sont mises en place pour récolter des dons qui aident à la réalisation d'actions de solidarité quotidiennes et notamment à la distribution de paniers repas remis aux personnes sans domicile et de produits alimentaires et sanitaires aux personnes les plus précarisées. Le fait d'être organisé en réseau nous donne bien sûr de la force politiquement en nous permettant notamment de penser collectivement nos outils organisationnels.

■ Autodéfense, auto-attestations



cette autodéfense sanitaire, les Brigades de solidarité populaire nantaises ont proposé de développer progressivement, collectivement et loin des politiques publiques, des pratiques d'entraide, dans le respect stricte des consignes sanitaires. Ce projet se veut unitaire sur le plan politique local mais aussi participatif et ouvert au-delà de nos réseaux militants. Près de 35 brigadistes construisent donc ensemble leurs outils d'organisation et se forment

Le confinement étant en vigueur, nous utilisons depuis le début les attestations de déplacement dérogatoire qui stipulent les raisons de notre présence et de nos allées et venues en ville, à savoir « *déplacement pour l'assistance aux personnes vulnérables* ».

D'un point de vue sanitaire, pour l'ensemble de nos actions, nous utilisons des protocoles d'hygiène éta-



blis en lien avec des personnes du corps médical, qui nous obligent par exemple à porter systématiquement des masques, à préférer se laver régulièrement les mains au savon ou au gel hydroalcoolique, à défaut de porter des gants qui nécessitent une utilisation très stricte pour être efficaces. Nous désinfectons consciencieusement l'ensemble des denrées alimentaires et produits d'hygiène que nous récupérons et utilisons. Il est effectivement primordial que nous respectons tous et toutes les règles sanitaires mises en place, afin

nences solidaires et l'autofinancement nous permettent de préparer les paniers repas pour les maraudes et de confectionner des colis alimentaires. Afin d'alléger la part d'autofinancement, nous avons lancé en ligne une cagnotte, à laquelle nous n'avons toujours pas accès puisque le Pot Commun la bloque au motif que nous ne sommes pas une association, ce qui met en péril la possibilité de réaliser nos actions. La situation est identique à Paris, leur cagnotte étant également bloquée par le Pot Commun.

direct par téléphone. Ce sont des personnes qui n'ont pas forcément le réflexe de se tourner vers des associations humanitaires. Les colis sont réalisés en fonction des besoins et des régimes alimentaires des personnes. Pour les maraudes, nous nous déplaçons (à deux ou trois pas plus) dans un périmètre très large du centre ville, à proximité des commerces ouverts où se retrouvent en journée les personnes sans domicile dans l'espoir de rompre leur isolement rendu d'autant plus difficile depuis le début du confinement. Une attention particulière est donnée au fait d'observer et de rendre compte des pratiques de la police et de la manière dont s'organise la répression dans le cadre du confinement.



de ne pas participer à la propagation du virus et donc de protéger les personnes à qui nous venons en aide.

■ Cagnottes bloquées

Les dons récoltés lors des perma-

■ Maraudes en ville

Les personnes nécessitant des colis alimentaires nous contactent par l'intermédiaire de nos réseaux politiques ou associatifs mais aussi en

Les Brigades (populaires) de solidarité se structurent donc progressivement grâce à l'élargissement de notre réseau et à l'énergie de tous les brigadistes. L'objectif est aujourd'hui de penser collectivement l'après confinement et de transformer ce rapport de force sanitaire en un rapport de force conflictuel, dans une perspective révolutionnaire.

Aux politiques néolibérales, opposons la solidarité solidaire !

Seul le peuple sauve le peuple ! ●

*Les brigades populaires de Solidarité,
Nantes, 23 avril 2020.*



L'état de guerre de rattrapage

Contre le code du travail, contre les salarié-es, patronat et gouvernement précipitent les attaques.

L' Histoire nous le prouve, les périodes de guerre sont pour les gouvernements des moments précieux pour mettre en application des mesures dont ils rêvaient en temps de paix. En voici l'illustration avec l'état macronien qui attaque le droit du travail :

Suppression des 35h :
travail jusqu'à 60h/semaine;
travail 12 h par jour ;
travail 12 h de nuit ;
Imposition de jours de congés, de RTT, du compte épargne temps;
Suppression du dimanche chômé;
Fractionnement des jours de congés;
Imposition des jours de repos;
Réduction de 11h à 9h du temps de repos minimal entre 2 jours de travail.

Macron tire à la mitrailleuse lourde contre les « gens qui bossent », contre les travailleur-ses, contre nos droits. L'interprétation d'un syndicat « gauchiste » ? Pas du tout, voilà ce que dit la presse de droite, et le think-tank libéral IFRAP accorde la note de 9/10 à l'une des ordonnances du gouvernement. Devinez laquelle ? : « Le mot d'ordre est maintenant celui de la flexibilité. C'est en temps de crise que l'on se rend compte de la nécessité d'avoir les règles les plus souples possibles pour permettre à notre appareil productif de s'adapter. Espérons d'ailleurs que cette prise de conscience ira au-delà de la crise. Cela concerne au premier chef notre Code du travail. » (Le Figaro, 25 mars 2020). C'est clair et net : les patrons veulent que ces mesures antisociales durent.

Ce tir d'obus sur le Code du travail ne vient évidemment pas de nulle part, exemple de la FNSEA (principal syndicat patronal agricole) qui a murmuré à l'oreille du gouvernement de faire bosser les laborieux-ses 60 h par semaine. Message parfaitement reçu. Mis en scène par le ministre de la Guerre, pardon

de l'Agriculture, Didier Guillaume, lançant le 24 mars un vibrant appel à la BBC, pardon sur BFMTV, « un grand appel à l'armée de l'ombre (faisant référence aux résistant-es. de 39-45), rejoignez la grande armée de l'agriculture française ». Il s'adresse aux planqué-es, aux faignasses, « à celles et ceux qui sont confiné-es chez eux, qui n'ont plus d'activité ». Si on est confiné-es, c'est bien le gouvernement qui l'impose, pour sauver des vies. Et la suspension de travail nous est tout autant imposée.

Nos vies valent 1000 euros

Le ministre de l'Economie capitaliste Bruno Le Maire a appelé le 20 mars sur LCI les entreprises à verser une prime défiscalisée à leurs salarié-es qui « ont eu le courage de se rendre sur leur lieu de travail ». Tu rigoles Nono, on n'a pas eu le choix, on y a été contraint même sans masques, sans gants ni gel, etc. Pression des patrons, menaces, refus des droits de retrait, voilà notre réalité. « J'invite toutes les fédérations, toutes les grandes entreprises qui ont un accord d'intéressement, notamment dans les secteurs vitaux comme l'agroalimentaire ou la grande distribution, à verser cette prime de 1 000 euros totalement défiscalisée à leurs salariés ». Elles, elles sont invitées, nous, nous sommes assigné-es aux camps de travail.

Le Medef entre en guerre

Au Medef, le patron des patrons Geoffroy Roux de Bézieux rêve d'un retour au passé : « Il faudra bien se poser tôt ou tard la question du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise économique et faciliter, en travaillant un peu plus, la création de croissance supplémentaire » (Le Figaro, 11/04). Subjugué par le « comment c'était avant » que lui racontait son grand père, quand les ouvrier-es bossaient 48 h/semaine, n'avaient que 3 semaines de congés et fermaient leur gueule d'ingrat-es.

Car « l'important, c'est de remettre la machine économique en marche et de reproduire de la richesse en masse, pour tenter d'effacer, dès 2021, les pertes de croissance de 2020 ».

Les morts, le deuil, le désir de se retrouver, rien à foutre ! Le travail, le PIB, c'est la santé !

Le gouvernement dit aussitôt OK

La réponse de Macron ne s'est pas faite attendre : le jour même, la secrétaire d'État à l'Économie, Agnès Pannier-Runacher acquiesce direct au grand patronat : « Il faudra probablement travailler plus que nous ne l'avons fait avant » pour « rattraper » la perte d'activité induite par le confinement en cours depuis le 17 mars, en insistant : « L'enjeu est de reprendre le travail plein pot » (France Info, 11/04).

Qui, quand, comment, combien de temps, à quel prix ? Aucune réponse évidemment. À la CNT on en a une, et simple : si nous sommes en guerre, la « première ligne » doit, comme les militaires en campagne, bénéficier d'avantages soit 1 mois travaillé au front = 1 trimestre de retraite. Retrouver « les jours heureux » a dit Macron le 13 avril. On attend le passage à l'acte.

Ils veulent nous laver le cerveau pour sauver leurs dieux Économie, Croissance, Bourse, Profits, mais pas nos vies. Ils ont détruit les services publics, dont l'hôpital, ils nous ont menti (par exemple sur les masques) et, après une gestion de crise laborieuse et chaotique, on devrait une fois de plus trimer pour leur seul profit ? NON ! Il va leur falloir casser leurs coffres forts, vendre leurs actions et partager ! Et baisser leurs rémunérations en installant la démocratie directe dans les entreprises. Pour l'après confinement, on a un plan, tout prêt. ●

CNT-PTT 69 et CNT Éducation 69



On n'est pas la garderie du Medef!

Rouvrir l'école, juste pour permettre au parents de reprendre le travail, c'est non.

Non, M. Blanquer, nous refusons de devenir les nouveaux-elles héroïnes de votre gestion erratique de la crise du Covid19 ! Depuis un mois le grand écart est flagrant entre deux préoccupations incompatibles: la santé publique et vos « obligations » économiques. Vous avez aujourd'hui besoin de nous, travailleur-ses des hôpitaux et de l'Éducation réunies. La flatterie, les félicitations et remerciements, cette soudaine pleine confiance en notre professionnalisme : nous ne sommes dupes. Vos réelles préoccupations sont bien éloignées des questions sanitaires : la reprise des cours, c'est la reprise du travail des parents.

Vous vous prétendez soucieux des inégalités créées par la crise ? Mais M. Blanquer, ces inégalités existaient avant le Covid19. Où étaient ces nobles préoccupations dans vos précédentes réformes ? Vous dites que « le but de l'école doit être profondément social. ». Entièrement d'accord et nous n'avons pas attendu une pandémie virale pour tirer la sonnette d'alarme et vous proposer des solutions de terrain. Vous aviez alors d'autres chats économiques à fouetter. La menace de récession a-t-elle éveillé en vous un sens nouveau des réalités ? Pourquoi ce souci des « filières dans lesquelles les élèves décrochent » ? N'était-il pas déjà au centre de vos réformes, avant la crise du Covid19 ? Si ces questions vous tiennent à cœur, pourquoi les réserver à ces temps de crise ? Manque de moyens, comme vous disiez encore il y a quelques mois ? Le gouvernement a bien trouvé 345 milliards, débloqués de nos impôts en soutien aux entreprises. Leur maintien à flot serait-il prioritaire sur l'éducation de nos enfants ?

■ Opportuniste, la prise de conscience du ministre

Vous reconnaissez la problématique des « classes bondées », inadaptées pour ces élèves en difficulté. Vous avouez donc que les conditions d'enseignement pré-Covid19 généraient bien des inégalités, mais que vous n'en aviez cure. Prétendre se soucier des inégalités dans l'éducation, que la crise actuelle mène au paroxysme, et que l'opinion publique ne peut plus ignorer, c'est un aveu de cynisme ou d'incompétence ?

Nous ne sommes pas la garderie du Medef, M. Blanquer ! Si vous prétendez reconnaître notre professionnalisme, alors écoutez ce que nous avons à dire sur votre projet :

- La plupart des élèves déjà en difficulté ne reviendront pas le 11 mai, et quand bien même il les le feraient, nous ne pourrions pas leur faire rattraper le manque à gagner en un mois et demi.

- Impossible, en l'état actuel des choses, de pratiquer l'« enseignement personnalisé » que vous demandez. Nous n'en aurons ni le temps, ni les conditions matérielles, ce qui était déjà le cas avant confinement. Et la contrainte du respect des mesures sanitaires compliquera le quotidien.

- Nous refusons de surcharger les agent-es d'entretien, majoritairement femmes, déjà exploitées et sous-payées, dont la charge de travail sera décuplée à partir du 11 mai.

- Nous refusons que l'école ne soit au pire une garderie, au mieux une antichambre de « bâchage diplômé » pour le patronat. Avoir un « métier » est bien différent d'avoir « une activité ». L'obtention d'un diplôme ne devrait pas être une finalité, surtout au vu de l'urgence cli-

matique et sociale. Nous estimons indispensables de former nos élèves aux possibilités de vivre sans participer à la destruction de l'écosystème Terre.

- Nous ne pourrions protéger ni nos élèves ni nous lors de cours en présentiel, qui font courir un risque inutile aux personnels, élèves, familles... Ces enfants et ados sont presque tous asymptomatiques, les tests de dépistage prévus seront réservés aux personnes présentant des symptômes. Nous refusons d'endosser la responsabilité de former de nouveaux clusters de contagion, qui mettront à nouveau en difficulté nos collègues soignant-es, déjà mis-es à mal par les réformes successives de votre gouvernement et des précédents.

Cette crise sanitaire, M. Blanquer, vous oblige à reconnaître que santé et éducation froment la colonne vertébrale de notre société. « L'école, c'est la vie », comme vous dites. Or ces deux institutions sont malades. Puisque les personnels de santé n'ont pas le temps de se battre, et que le Ministre de l'Éducation ne défend pas nos intérêts, il nous revient, travailleur-ses de l'Éducation, de défendre à la fois les personnel-les de santé, les élèves, leurs familles, et nous-mêmes. Nous ne reprendrons le travail qu'avec la garantie de mesures sanitaires adéquates, et de changements profonds et définitifs de l'institution scolaire, qui se doit d'être réellement au service de tous les élèves et de la société de demain.

Nous appelons tous les personnel-les de l'Éducation à s'organiser une fois par semaine pour discuter de droit de retrait et de grève, et de l'école de demain. ●

Un tout jeune groupe

Création d'un groupe CNT Jeunes à Saint-Etienne.

Rassemblant lycéen·nes, étudiant·es et jeunes travailleur·ses issu·es des syndicats de l'union locale de la CNT, le groupe CNT Jeunes de Saint-Étienne s'est lancé le 12 février dernier, à la bourse du travail. Sa vocation : travailler et lutter sur les sujets de discriminations, inégalités et précarité qui touchent la jeunesse.

À Saint-Étienne, comme dans beaucoup de villes, aucune organisation de jeunes libertaires n'existait jusqu'à présent. Et pourtant nombreux·ses sont les militant·es anarchistes autonomes qui luttent au sein des lycées, des facs, et dans le monde

du travail. Faisant partie intégrante des syndicats, le groupe met en valeur l'atout non négligeable du syndicalisme, appui majeur aux jeunes qui souvent subissent divers abus du patronat ou des administrations.

En général, les jeunes travailleur·ses sont peu syndiqués·es. À Saint-Étienne, on a la volonté d'inverser la tendance !

Déjà solide d'une quinzaine de membres, et communiquant avec les autres organisations de jeunesse, le tout jeune groupe de travail a commencé par la lutte contre E3C et la réforme du bac, la précarité étudiante et la solidarité à Anas, l'antifascisme,

l'écologie, le droit au logement. Une permanence mensuelle en compagnie des camarades cénétistes profs s'adresse à tout acteur·trices de l'éducation.

Ce groupe a aussi vocation à établir un contact avec l'ensemble des autres cénétistes de l'hexagone et plus encore. Nous attendons avec impatience le retour des jeunes camarades du territoire, structurés·es et ou isolés·es, afin de mener un front de lutte commun au sein de la CNT ! ●

Le groupe CNT Jeunes Saint-Étienne

Contacts: cntjeunes42@riseup.net, et 06 09 07 96 90

Agité, le climat!

Le groupe CNT Jeunes de Saint-Étienne à fond pour la planète.

Dans un contexte climatique et social plus qu'alarmant, l'inactivité des pouvoirs publics et du gouvernement à la solde des industries polluantes et capitalistes est plus que jamais intolérable ! Alors que les mobilisations des jeunes pour le climat s'enchaînent et ne faiblissent pas, nous portons diverses revendications non négociables :

- l'accueil total et immédiat de l'ensemble des réfugié·es climatiques qui subissent de plein fouet les répercussions environnementales de la consommation de nos sociétés occidentales ;
- la gratuité des transports, un geste simple mais nécessaire pour réduire les émissions de CO2 ;
- l'interdiction totale de certaines pratiques ultra polluantes (délocalisation de masse, bétonisation



constante des espaces urbains, installation de multinationales détruisant les commerces locaux, multiplica-

tion des transports privés destinés à « l'élite bourgeoise »...) ;

- une transition beaucoup plus rapide des énergies fossiles vers les énergies renouvelables ;
- l'attaque en justice systématique des grands pollueurs et des responsables politiques inactifs ;
- l'arrêt de toutes les poursuites juridiques envers les militant·es luttant pour sauver le climat.

Enfin nous réclamons, nous CNT jeunes et autres sympathisant·es libertaires, que toutes les actions nécessaires à la survie du climat, de notre planète et de ses habitant·es (faune et flore confondues), soient prises immédiatement !

Vive la planète, Vive la lutte sociale, Vive l'autogestion. ●

Groupe CNT Jeunes de Saint-Étienne

Un immense vide

Nous perdons un militant chaleureux, un ami, un camarade, un exemple...

Ce jeudi 2 avril, notre camarade Yoann Isambert est mort. Sa disparition soudaine nous plonge toutes et tous dans un immense chagrin. La douleur est à la hauteur de l'être formidable qu'était Yoann. Toutes nos pensées vont bien sûr d'abord à sa compagne, à sa famille, ses ami-e-s. Leur tristesse est inimaginable et nous les soutiendrons du mieux que nous le pourrions face à toutes les épreuves qui seront à traverser. Nous nous faisons aussi leur relais pour demander à chacun et chacune d'être attentif-ve à leur intimité. Soutenir, sans être intrusif-ve. Sans nul doute, Yoann, avec la pudeur qui le caractérisait, aurait su trouver cet équilibre.

Nous pensons aussi à ses élèves et ses collègues. Yoann était enseignant d'histoire-géo au collège Les Mousseaux de Villepinte. Nous savons qu'il va y laisser un immense vide, tant son investissement auprès des élèves et dans la vie du collège y était important. La CNT éducation se tient au côté des collègues et nous leur apporterons aussi tout le soutien nécessaire. Yoann aimait son travail et ses élèves. Sa combativité était sans faille dans la lutte pour une école réellement émancipatrice, non autoritaire et égalitaire.

Son engagement syndical au sein de la CNT était un élément essentiel dans sa vie. Notre syndicat, mais également toute notre confédération perd un très grand militant. Un être tellement riche de connaissances, curieux, critique, doux, à l'écoute. Toutes ces qualités faisaient qu'il était un ciment entre nous. Il a marqué nombre de nouvelles et nouveaux adhérent-es par son accueil chaleureux. Et même s'il refusait d'être un modèle, il est certain que nous sommes nombreux-euses à avoir été inspiré-es par lui. Yoann

apportait une intelligence, une réflexion, un calme, une qualité d'échange, un humour, une rage contre l'injustice, une justesse d'analyse, une joie de vivre. Il était là, toujours présent, ne laissait jamais sa place pour faire vivre l'autogestion au quotidien, y compris dans les tâches des « petites mains ». Même si nous, ses camarades du STE93, sommes toutes et tous dévasté-es par sa perte, nous n'oublions pas l'ensemble des camarades de la CNT qui pleure déjà son absence.

Sans compromissions, Yoann avait à cœur de chercher les points de convergences, d'apaiser les conflits, de créer l'unité. Il voulait en découdre radicalement avec le capitalisme, source de tant d'injustice et d'inégalité sociale. Et ses combats étaient résolument internationaux. Yoann était engagé dans de nombreuses luttes d'autodétermination des peuples. Son action était si grande qu'il est impossible ici de toutes les évoquer. Nous pensons donc aussi très chaleureusement à nos camarades kanaks. Yoann a toujours été à leur côté dans leur légitime lutte pour se défaire du colonialisme français. Nous pensons aussi aux camarades kurdes auprès de qui Yoann faisait vivre sa solidarité internationale. Nous savons que pour vous aussi, sa perte est immense et votre chagrin incommensurable.

Un combat était primordial pour Yoann : celui pour la libération des prisonnier-es politiques corses et basques. C'est au travers de ces combats qu'il a rencontré des militant-es de la CNT et qu'il a fini par nous rejoindre. Mais il n'a jamais oublié, ou mis de côté ses engagements historiques. Au contraire, il a toujours cherché à les faire vivre. De nombreux-euses adhérent-es de la CNT



étaient d'ailleurs fier-es d'avoir pu participer, à leur mesure, mais grâce à Yoann, à la marche parisienne de décembre 2017 pour la fin du régime d'exception dont sont victimes les prisonnier-es basques.

Merci Yoann de nous avoir permis de te connaître.

Ta personne toute entière nous portera dans les combats que nous mènerons.

Camarade, tu seras toujours à nos côtés !

La CNT éducation, en accord avec la compagne de Yoann, propose de poursuivre les combats essentiels qu'il menait, en participant à une cagnotte en ligne, dont le montant sera intégralement reversé, à parts égales, entre le Comité de solidarité avec le peuple basque (CSPB) et l'association Solidarità pour les prisonniers corses. ●

www.lepotsolidaire.fr/pot/n90jiy-vs-PourYoann-faire-vivre-ses-combats

Devenir cénétiste

«Tu nous as donné le pouvoir de faire... »

C'était la fin de l'été, on n'en menait pas large. Les tonnes de lacrymo balancées par les flics lors du mouvement contre la loi Travail étaient encore en suspension dans l'air. Paris suintait la misère, et dans le 93, ça se voyait sans filtre. On n'en menait pas large, parce qu'on savait qu'il fallait faire un truc, mais qu'on savait pas exactement quoi. On savait qu'il fallait changer le quotidien, mais les manif's offensives ou les actions ponctuelles n'y suffisaient pas. « On » parce qu'on était plusieurs à avoir entendu parler du syndicat des travailleur-ses de l'éducation de Seine Saint-Denis. On bossait dans plein d'endroits différents du département, depuis plus ou moins longtemps. Et puis, on avait quelques prédispositions: par héritage et par leçons tirées de l'expérience, on avait le goût de l'anarchisme. Comme un mode de vie, sans dieu ni déesse, ni chef-fe, à l'écoute des autres, et dans l'envie de faire ensemble, tout en rigolant. Mais comment l'associer avec le besoin de becqueter, de payer le loyer, et le « choix » du fonctionariat enseignant comme mode de taf ?

Le syndicalisme, biensûr. Mais lequel ? C'est pas l'offre qui manque. Y en a qui ont opté pour le comparatif, en allant vite fait par-ci, vite fait par-là et qui ont fait un choix « éclairé ». Et puis d'autres qui savaient d'emblée où aller. Pas forcément pour y rester, mais au moins essayer. Dans tous les cas, y en a qui sont resté-es, d'autres qui sont parti-es.

Pourquoi est-on resté-es ?

Pour plein de raisons. Mais sans hésiter, je dirais qu'il y en a qui priment sur les autres. Et parmi elles, le contact. Les personnes. Les personnalités. On les sent, ou on les sent pas. Et parfois, on le sentait pas au départ et on finit par se dire que ça valait le coup d'approfondir. Car on voulait construire avec ces personnes, devenues camarades.

C'était une fin d'après-midi et on avait le trac. Mais il faisait sacrément beau ce jour-là.

Des gens nous ont ouvert la porte, nous expliquant avec tendresse et



précisions les rouages de la CNT.

Parmi ces gens, Ghju. C'était d'emblée qu'on le sentait. Ce type t'accueille de sa voix grave, avec une pointe d'accent méridional. Et le sourire tranquille. Et tout de suite il te questionne, sans intrusion, sur le taf, sur ce que tu fais, sur où t'en es. Et il t'écoute. Et quand tu commences à bosser avec lui, il t'aide. Y a un compte-rendu à taper ? Il commence pour te mettre dans le bain. Y a un message sur la liste ? Il se renseigne et répond avec ce qu'il a. Il ne te laisse jamais démunie avec tes questions. Il t'aiguille mais ne t'impose rien. Quand tu gères, il te remercie. Quand tu merdes, il te console en te rappelant que c'est pas grave. Quand tu as peur, il te dit que ça va aller. Quand tu ne sais pas où aller, il ne te dit pas qu'il sait, mais il veut bien marcher avec toi un peu, voir ce qu'il y a dans telle ou telle direction. Pour ne pas stagner, chercher des solutions aux problèmes en prenant le temps, même si parfois, c'est insupportable la froideur de ce pétain de monde et que tu as l'impression de pas pouvoir en sortir sans péter un plomb. Là, y a Ghju qui te dit que c'est en travaillant avec les autres qu'on s'en sortira.

Sauf avec les chef-fes et les patrons. Là, c'est open bar : tout est bon pour les déstabiliser. Son grand jeu, dans son bahut, c'était



de faire genre qu'il s'en foutait, les yeux posés sur son ordiphone lors d'une réunion avec les chef-fes, et quand ils et elles pensaient voir leur autorité proliférer sur l'indifférence, bim, Ghju dégainait un texte de loi ou un truc réglementaire, qu'il cherchait en fait sur son phone avec attention, qui contredisait ce que les chef-fes croyaient qu'ils pourraient faire passer en douce. Il les mettait mal, avec son gros classeur contenant les compte-rendus de chaque réunion précédente qu'il consultait avec méthode. Pour les chefaillon-nes, un-e travailleur-se procédurier-e, c'est un cauchemar. Et des cauchemars c'est tout ce qu'on leur souhaite, aux hiérarques de cette institution moisie par le management public, pourrie par le patriarcat et puant le nationalisme chauvin qu'est l'Éducation nationale. Ghju leur en offrait à volonté des cauchemars, et dans ce milieu où le militantisme fait encore trop cruellement défaut, quasiment seul militant dans son bahut, il tenait tête au pouvoir. Et le pouvoir pliait.

Quand il nous parlait des élèves, c'était toujours avec malice : nous racontant les blagues d'un-e tel-le, l'inventivité d'un-e autre. L'histoire et la géographie, ça devait être de la bombe à apprendre avec lui. Dans la pratique libertaire, il ne considérait d'ailleurs pas que les cours n'étaient qu'une transmission, mais plutôt un apprentissage par soi, pour soi.

Ah, bordel ça fait mal Ghju. T'es parti où camarade ?

Dans cette bagnole rouge et noire que tu conduisais avec assurance, qui nous a mené partout où le militan-

tisme se faisait, tournées de bahuts dans toutes les limites du 9.3, réunions internationales, à la rencontre des collègues et des camarades de tous les coins ? Dans une salle de la *calle* des Vignoles, à préparer les sandwichs d'une manif, l'ordre du jour d'une assemblée, ou à parcourir les journaux internationaux qu'on y reçoit ? À la fête de L'Huma, au milieu de la foule compacte, qui exhale la vinasse pas chère, cherchant le son

brutal et facile ? Non, on t'y croise bien, mais c'est sandwich en main, parfaitement sobre, allant passer le salam par-ci, par là, et prendre des nouvelles des camarades kanaks. Tu nous offrais alors, subitement, un shot de fraîcheur militante hors normes.

Des histoires comme ça, il y en a mille neuf cent trente-six ! Et c'est pour ces histoires, par ces histoires qu'on est resté-es. Qu'on est devenu-es cénétistes. Qu'on s'est affirmé-es comme militant-es.

Copain, t'étais toujours là. Avec ta voix calme à peser le pour et le contre. T'étais toujours là pour calmer les choses et apaiser les tensions lorsque notre idéal se confrontait à la réalité du terrain. T'incarnais la patience et la persévérance, tu nous as appris que la lutte contre le capitalisme et son monde serait longue, mais qu'uni-es, on y arriverait. T'as toujours été là, sans perdre patience, lorsqu'on se trompait dans les abréviations. Tu nous as accordé une confiance et ton amour du militantisme et on a été embarqué-es. Tu nous as donné le pouvoir de faire, en balayant la peur de l'échec qui nous immobilise d'un « *c'est pas grave* » de ta voix qui l'était pourtant si joliment, grave.

On va continuer à parler de toi. On ne te dit pas au revoir car tu es avec nous. Ce que tu as laissé, on va s'en saisir. On va poursuivre la construction de notre organisation, la CNT.

Et il fera bon y arriver, y rester, y être. Grâce à toi, Ghju. ●

Une camarade du STE 93
En écoutant Amazing Grace,
des Dropkick Murphys.



Tu nous manqueras, tu nous manques déjà, camarade...

« Donne-moi ta main camarade. Prête-moi ton cœur compagnon. Nous referons les barricades. Comme hier la Confédération. »

C'est avec une indicible douleur que nous apprenons la disparition de notre camarade Yoann.

Yoann était un camarade de la CNT que nous connaissions bien. Il était de toutes les manifs, de tous les combats. Nous le connaissions dans la rue, dans les cortèges de la CNT, au « 33 », aux pré-rendez-vous, aux réunions des groupes de travail, sur la liste fédérale, dans les UR, au secrétariat international...

Sa personnalité en avait fait l'ami de beaucoup parmi nos camarades.

Une expression dit que personne n'est indispensable, mais chacune apporte quelque chose et Yoann, outre sa présence et son engagement réel et physique, apportait une intelligence, une réflexion, un calme, une qualité d'échange, un humour, une rage contre l'injustice, une justesse d'analyse, une joie de vivre...



Ses formidables coups de gueule, exprimés toujours avec beaucoup de calme, de fermeté et de justesse, mais surtout son humanité et sa grande gentillesse qui a toujours fait de Yoann une personne à l'écoute, bienveillant et au grand cœur, nous rendaient le militantisme plus intéressant, plus agréable, plus fraternel et sororel, plus structuré.

Tu vas nous manquer et tu vas manquer à la lutte car même si tu avais une personnalité pacifiste, tu voulais en découdre radicalement avec le capitalisme, source de tant d'injustice et d'inégalité sociale. Que ce soit dans ton engagement auprès de tes élèves qui te manquaient tant pendant le confinement, dans les luttes d'autodétermination des peuples corse, basque, kanak, palestinien, kurde... et pour les prisonnier-es politiques.

Nous ressentons aussi une grande injustice, parce que l'âge auquel tu nous quittes, camarade, accentue notre désarroi. On avait tellement de choses à vivre encore en commun, des victoires et des défaites,

mais des combats que tu ne refusais jamais tant ils te paraissaient justes.

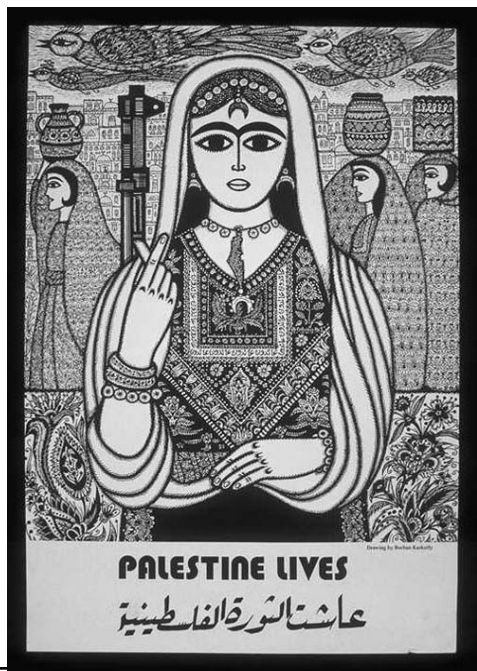
Mais tu n'étais pas qu'un militant et nos pensées se tournent vers ta famille, tes proches, tes ami-es pour qui la douleur doit être encore plus grande. Nous espérons que ces quelques lignes réchaufferont quelque peu leur cœur endeuillé car elles perdent avec toi une personne précieuse pour tant de qualités.

Nous adressons nos condoléances notre camarade et ami, à ta famille, à tes ami-es et tes proches, à tes camarades du STE 93, à ceux de la région, de la fédé Educ, de la Conf', à tes camarades en Corse, à tes élèves.

La période est tellement injuste que nous ne pouvons nous rendre physiquement à la cérémonie pour t'entourer d'un salut fraternel, pour un hommage que nous aurions souhaité beau et émouvant, à la mesure de l'être que nous perdons.

Courage à vous. Bises rouges et noires, tu nous manques déjà tellement, camarade. ●

Tes camarades de la CNT STE 75



« On a toujours raison de se révolter, et plus encore »

Message des camarades du journal militant District 4.

C'est avec une immense tristesse que nous avons appris le décès de Yoann jeudi 2 avril, à l'âge de 31 ans. Le départ soudain de notre camarade, aux côtés duquel nous avons milité localement ces dernières années, nous laisse désemparés, dépassés par l'absurdité de la nouvelle et pleins de regrets amers.

Nous nous sommes rencontrés avec Yoann au printemps 2016, à la terrasse d'un café non loin de la gare du Nord. Les débuts d'un journal syndical en étaient l'occasion : nous cherchions des volontaires pour le 3e numéro. Ce jour là, Yoann s'est manifesté. Précieux compagnon de lutte depuis, il portait, avec une constance rare, notre petit journal militant. Aux AG et réunions de bouclage, aux tirages à la bourse de St-Denis dans le bruit furieux du duplicopieur, lors la distribution patiente dans les établissements de Villepinte et des communes alentour. District 4 lui devait le sigle de la CNT et quantité d'articles techniques ou politiques...

« On a toujours raison de se révolter, et plus encore », écrivait dans un édito Yoann, qui était de ceux dont la modestie et la gentillesse n'entamaient rien à la détermination, encore et toujours, contre l'indépendance du monde. C'est ainsi qu'en quatre années de militantisme commun, nous avons pu combattre et dénoncer ensemble l'accroissement des inégalités scolaires, la destruction des services publics d'éducation et de santé, la casse du code du travail, l'odieuse répétition des violences policières, et appeler au contraire à la convergence des luttes et à l'égalité

partout. Voilà un peu de ce que contenait pour nous ton dernier message, il y a deux semaines à peine : « Une conclusion à tout ça : on a bien raison de se battre. »

De ta vie personnelle, nous ne savions pas grand chose, nos relations restaient militantes, mais de la confiance qui s'y était installée silencieusement, ainsi que de la force de tes convictions, sera né un attachement qui rend ta disparition si douloureuse.



Les circonstances nous interdisent de venir te saluer. C'est la loi cruelle de notre époque, qui n'aura qu'un temps. Bientôt, nous te dirons combien tu auras compté, combien tu nous manques, et combien nous te regrettons. ●

La rédaction du journal militant District 4

Là où tu vis
la CNT lutte

Vous trouverez sur le site Internet www.cnt-f.org, toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par région.

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal 30900 Nîmes
06 52 17 93 54
mél : cnt@cnt-f.org

1 Alsace

Union régionale CNT c/o
Lucha y Fiesta
BP 30017 67027
STRASBOURG CEDEX 1
09 52 91 12 14 alsace@
cnt-f.org

2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue
Sanche-de-Pomiers, 33000
Bordeaux
06 95 52 69 71
ul33@cnt-f.org
Syndicats régionaux PTT
Aquitaine, BP 80099, 33704
Mérignac

3 Auvergne

Culture Aquitaine 36,
rue Sanche-de-pomiers,
33000 Bordeaux
Union locale CNT
Salle Poly, place Poly,
63100 Clermont-Ferrand

4 Bourgogne

Franche Comté
Syndicat intercorporatif de
Saône-et-Loire
et de la Nièvre
19 rue du pavé
71290 Cuisery,
CNT 21
61 rue Jeannin
21011 Dijon
http://www.cnt-f.org/_cnt-interco-21_.html
06 01 22 17 94

5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT
BP 30423, 35004 Rennes
CEDEX
06 34 98 30 72
bretagne@cnt-f.org

6 Centre

CNT Centre
13 rue Pierre Fournier
41600 Lamotte-Beuvron
cnt-centre@cnt-f.org

7 Champagne- Ardennes

Syndicats CNT Marne
BP 90009,
51201 Épernay CEDEX

8 Franche-Comté Syndicats

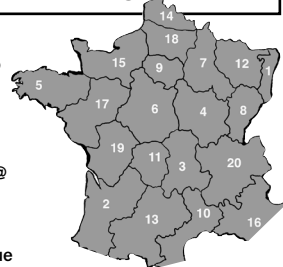
CNT Doubs
c/o CESL, BP 121, 25014
Besançon CEDEX cnt-doubs@cnt-f.org

CNT Jura

Sur la Roche
39370 Les Bouchoux

9 Île-de-France

Union régionale CNT
33, rue des Vignoles, 75020
Paris 01 43 72 95 34
br.bp@cnt-f.org



10 Languedoc Roussillon

Union régionale CNT
6 rue d'Arnal 30000
Nîmes

11 Limousin

Union locale Limou-sin
6, rue de Gorre,
87000 Limoges,
cnt87@cnt-f.org

12 Lorraine

Union régionale CNT
ur.lorraine@cnt-f.org
UD CNT Moselle
5, place des Charrons,
57000 Metz

13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT
18, av. de la Gloire,
31 500 Toulouse
Tél 09 52 58 35 90

14 Nord-pas-de-Calais

Union régionale CNT 32,
rue d'Arras, 59000 Lille
03 20 56 96 10
ur59-62@cnt-f.org

15 Normandie

Syndicats CNT Calvados
BP 02,
14460 Colombelles
Syndicats CNT Seine-
Maritime BP 411, 76057
Le Havre CEDEX Syndicat
CNT Eure

interco27@cnt-f.org

16 PACA

CNT-STICS 13 c/o 1000
bâbords 61, rue Consolat
13001 Marseille

17 Pays la Loire

voir Bretagne

18 Picardie

Voir avec Nord-pas-de-Calais

19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT
20, rue Blaise-Pascal,
86000 Poitiers

20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT
44, rue Burdeau
69001 Lyon

Chili



Soutien aux prisonnier-es politiques chiliens

L'État chilien maintient les jeunes manifestant-es en taule et libère les tortionnaires.

Le Secrétariat international de la CNT exige la libération des jeunes prisonnier-es politiques, mineurs pour beaucoup, qui attendent leur jugement en prison depuis octobre ou novembre 2019, pour avoir pris part aux manifs qui ont soulevé l'ensemble du pays depuis l'automne, et soutient l'ensemble des organisations qui se battent pour la libération des prisonnier-es politiques au Chili.

« Plus de 2500 jeunes emprisonné-es pour avoir participé à des manifs en octobre attendent un jugement dans des conditions prophylactiques désastreuses, privés de visites sous prétexte d'épidémie, entassés dans des cellules surpeuplées, avec des criminels de droit commun. Pourtant, aucun délit ne peut être reproché à la plupart d'entre eux. Beaucoup viennent du SENAME*, qui a été déjà reconnu coupable de tortures, physiques et psychologiques, sur des ados, et c'est contre son impunité précisément que ces jeunes se sont soulevés le 18 octobre,

pour remettre en cause tout un système politique violent, arbitraire, injuste, hérité de la dictature. Ce sont eux qui en paient le prix, au risque de leur vie, pendant que les tribunaux relâchent des tortionnaires. Des remises de peine ont libéré 17 tortionnaires de la dictature pour faire face au surpeuplement des prisons, profitant des manœuvres du gouvernement pour les dégager de toute responsabilité et bafouer la mémoire de leurs victimes une fois de plus.

La Cour d'appel de Santiago a pris une résolution indigne le 9 avril 2020 qui absout 9 personnes, requalifie le délit d'un autre, et réduit la condamnation de 9 autres, reconnus auteurs ou complices de crimes sous la dictature de Pinochet : séquestrations, tortures, viols, disparitions. Une honte internationale face à la responsabilité historique qu'impliquent le génocide et le terrorisme d'État. Cette même Cour d'appel s'est prononcée presque systématiquement contre les demandes d'assignation à résidence, dans le contexte du COVID-19, la replaçant par de la prison préventive, à laquelle sont soumis ces jeunes et ados. On condamne ainsi à l'entassement dans des conditions précaires de salubrité des

milliers de jeunes incarcéré-es juste parce qu'ils ont manifesté dans les plus grandes mobilisations que l'histoire du Chili a connu ? La seule raison qui maintient ces jeunes en prison est la décision politique de l'État chilien de donner une leçon, de punir le peuple, de lui arracher le droit légitime à manifester pour la vie digne que tout humain et tout peuple du monde mérite.

La Cour d'appel considère donc qu'il est plus grave de participer à des « troubles à l'ordre public » que de séquestrer, violer, torturer et assassiner sous le couvert d'une dictature ? On ne peut comparer la gravité des faits : la Cour d'appel est complice du terrorisme d'État d'hier et d'aujourd'hui. Nous exigeons la liberté, maintenant, pour les 2500 prisonnier-es de la révolte !** ●

Le Secrétariat International de la CNT

* une enquête révélait en 2016 que le SENAME, Service national des mineurs, avant tout au service d'un état meurtrier, mettait en danger l'enfance au lieu de protéger, incapable de dire combien de jeunes étaient morts sous sa tutelle lors des dix dernières années (RFI, 03/08/2016).

** Communiqué public de l'OFAPP (Organisation de familles et ami-es des prisonnier-es politiques de la révolte), Santiago du Chili, 12 avril 2020.

Turquie

Mort de la chanteuse Helin Bölek

Le pouvoir turc l'a laissée mourir après 288 jours de grève de la faim.

Elle chantait la résistance et la révolution dans la formation Grup Yorum et se battait contre le régime dictatorial de R.T Erdogan en Turquie. Elle est décédée le 3 avril 2020 après 288 jours de grève de la faim alors qu'elle avait été hospitalisée de force par la police turque depuis le 11 mars. Elle et son groupe, comme le bassiste Ibrahim Gökçek, ont mené cette grève de la faim jusqu'au bout pour dénoncer la censure et le diktat imposés par le gouvernement turc à l'encontre de leur musique et de la contestation.

Le Grup Yorum et Helin Bölek sont connus et appréciés pour leur engagement dans les mouvements sociaux du pays, comme durant le mouvement social de la place Gézi ou dans leur quartier d'Istanbul, Okhmaydani, dans lequel ils animent un centre culturel. Leur engagement musical se veut en faveur de tous les peuples opprimés de Turquie et d'ailleurs et peut s'écouter à travers 25 albums qui rassemblent, chants traditionnels, rap, rock et



musiques révoltées en tout genre.

Ce groupe a connu la prison, l'exil, de nombreuses années d'acharnement judiciaire, et plusieurs accusations de liens avec un groupe politique, marxiste, léniniste, qualifié de terroriste par le gouvernement Turc.

Le Grup Yorum et la chanteuse Helin Bölek payent de leur vie leur résistance à la dictature turque. Les membres du groupes continuent

leur grève de la faim et la répression contre eux ou leur musique se poursuit toujours. Le jour de l'enterrement de la chanteuse, les policiers turcs ont tiré des grenades lacrymogènes sur le cortège à Istanbul.

Helin Bölek est décédée à 28 ans pour défendre la liberté et la musique.

Pour que vive sa lutte écoutons sa musique et soutenons ce groupe qui poursuit son combat à mort contre la dictature Turquie ●

GT Europe

ERRATUM

Correction à l'encart de l'article paru dans le CS n° 440 de janvier 2019 page 15.

L'organisation anarcho-syndicaliste autrichienne Wiener Arbeiter*innen Syndikat (WAS) souhaite apporter un rectificatif quant à la nature de son message envoyé au congrès de fondation de la CIT (Confédération internationale du travail). Le message envoyé au congrès de fon-

dation de la CIT était un message de salutation et non un message de solidarité. Car même si la WAS souhaite avoir des relations de solidarité avec tou-tes les anarcho-syndicalistes du monde et entretenir des relations avec la CIT, son organisation est trop petite et est «amis

de l'AIT (Association internationale des travailleurs) ». De plus la CIT en fondation n'avait pas encore d'actions auxquelles se solidariser. Nous présentons nos excuses à la WAS pour cette erreur. ●

le GT Europe

Amériques

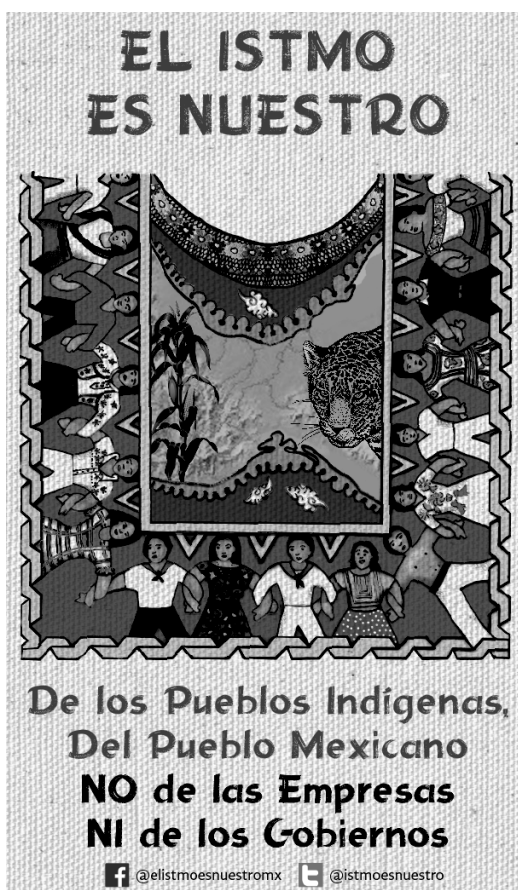
Des peuples, des terres arrachées au capitalisme

Luttes indigènes contre le pipeline du Dakota et les éoliennes de l'isthme de Tehuantepec au Mexique.

L'internationalisation des luttes : une évidence face à la mondialisation accrue, logique d'exploitation des ressources au profit du capitalisme marchand et financier. Multinationales et logistiques des transports se chargent de relier les pays les plus éloignés, provoquant notamment l'expansion mondiale du COVID-19 que nous subissons.

Internationalistes, nous soutenons tous les peuples qui luttent pour la défense de leurs intérêts contre l'État et ses logiques capitalistes, impérialistes, hégémoniques. Ces luttes autochtones pour les terres et le mode de vie des peuples originels d'Amérique luttent contre la propriété et l'État, piliers du capitalisme. Les luttes des communautés contre les « grands projets » en Amérique illustrent cette promiscuité d'intérêts politiques et économiques, cette union entre États et finances contre laquelle la solidarité internationale est la seule manière de se battre.

Parce que la vie continue pour tous ceux qui l'ont côtoyé et aimé, et que notre camarade Yoann avait à cœur de défendre ces luttes autochtones, c'est à lui que nous dédions ces pages. Ce mois-ci, l'Amérique est secouée par la victoire des Sioux du Dakota aux États-Unis contre un projet d'oléoduc sur leurs terres, et la lutte dans l'isthme de Tehuantepec



au Mexique contre les projets d'éoliennes d'EDF et ses filiales.

■ Victoire des Sioux du Dakota

Un tribunal fédéral a accédé le 27 mars 2020 à la demande des Sioux de Standing Rock d'annuler les permis fédéraux pour l'oléoduc contro-

versé Dakota Access Pipeline. La Cour a estimé que le corps des ingénieurs de l'armée américaine avait violé le National Environmental Policy Act en confirmant les permis fédéraux pour l'oléoduc émis en 2016. Et constaté que d'importantes questions restaient irrésolues, notamment sur les impacts de fuites de pétrole et la probabilité qu'elles se produisent.

La justice reproche au corps des ingénieurs de ne pas avoir répondu aux critiques d'experts des Sioux de Standing Rock, citant le risque de déversement au pire, la difficulté de détecter des fuites lentes et à réagir aux déversements en hiver. Décrété épouvantable, le bilan de sécurité de la société-mère de DAPL « *n'inspirait pas confiance* », et aurait dû être examiné de plus près.

La décision de justice s'appuie fortement sur les analyses techniques menées par les directeurs d'agence et consultants experts des Sioux de Standing Rock, citant les preuves de risques de déversement, et les conséquences, bien plus graves que ce qui a été reconnu. La Cour a ordonné aux ingénieurs de l'armée de préparer une déclaration d'impact environnemental complète sur l'oléoduc, ce que la Tribu demande depuis le début de la controverse. Les parties doivent sou-



mettre des infos complémentaires sur la question de savoir s'il fallait fermer l'oléoduc dans l'intervalle. « *Après des années d'engagement à défendre notre eau et notre terre, nous nous réjouissons de cette victoire juridique significative*, a déclaré Mike Faith, président de la Tribu des Sioux de Standing Rock. *C'est une leçon d'humilité de voir comment les actions que nous avons entreprises il y a quatre ans pour défendre notre terre ancestrale continuent d'inspirer des discussions nationales sur la façon dont nos choix affectent en fin de compte cette planète. Peut-être qu'à la suite de cette décision de justice, le gouvernement fédéral commencera lui aussi à comprendre, en commençant par nous écouter lorsque nous exprimons nos préoccupations* ».

■ Les Binnizah contre les moulins à vent d'EDF

Eolicas de Oaxaca, la filiale d'EDF Renouvelables, s'appête à

commencer les travaux de son quatrième parc éolien dans l'isthme de Tehuantepec, dans le sud-est mexicain. Le gouvernement « socialiste » de Lopez Obrador soutient activement ce projet, sous couvert de greenwashing et d'énergie « renouvelable », niant le désastre pour les populations locales. EDF s'est ici implantée dès 2009, aux côtés d'entreprises espagnoles, allemandes et danoises comptant au total 28 parcs éoliens et environ 2000 éoliennes. Toujours présentée en nombre de personnes bénéficiaires, la mesure de l'électricité produite n'a jamais servi à éclairer les maisons des habitant-es de l'isthme : l'énergie est vendue directement à Coca Cola ou Grupo Bimbo, N°1 de l'agroalimentaire au Mexique. Le nouveau projet s'arroge ainsi plus de 4500 nouveaux hectares de terres certes venteuses mais surtout indigènes. Selon l'entreprise, le projet devait initialement être opérationnel en juin 2019. De-

puis 2017, elle tente d'imposer via la Secretaria de Energia (SENER), la réalisation de ladite « *consultation indigène préalable, libre et informée* » pour clôturer la phase informative et lancer les travaux. Les opposant-es au projet représenté-es par les comuneros d'Union Hidalgo et autres collectifs n'ont cessé de dénoncer l'absence de conditions adéquates pour la tenue de cette consultation.

L'assemblée des *comuneros* est l'autorité propriétaire des terres communales, représentée légalement par son commissaire des biens communaux. Les comuneros y décident quel sera l'usage des terres et règlent les différents problèmes comme les conflits sur les bornages de terres entre différentes communautés. L'affaiblissement des autorités communales ces dernières décennies a eu pour conséquence l'établissement d'actes de propriété établis via des cabinets notariaux, sur les terres d'usage communal, le tout appuyé



par les administrations municipales. Une procédure illégale au regard du droit agraire des communautés. Malheureusement, au fil des années, l'idée d'une assemblée administrant l'usage des terres communales s'est éteinte dans l'esprit des habitant-es. Très peu se souviennent du statut de ces terres aujourd'hui, les comuneros sont environ 200, pour la plupart des personnes âgées. Ce qui augmente la difficulté et isole la défense des biens communaux. EDF détient déjà tous les contrats de location des terres, obtenus moyennant finances auprès des petits propriétaires terriens. Depuis plusieurs années, des entreprises comme EDF ou Demex (société espagnole qui possède entre autres un parc éolien sur les terres d'Union Hidalgo) achètent la population en promettant des emplois futurs dans les parcs, en investissant dans la réparation d'espaces publics ou en organisant des fêtes privées pour les propriétaires, tous frais payés avec bières, botanas (tapas) et musique à volonté.

Les simulacres de « consultation » se poursuivent cependant, en langue zapotèque pour manifester la « bonne volonté » du gouvernement. La plupart des personnes qui assistent aux réunions sont ramenées par les groupes de petits propriétaires, ou employées par la municipalité, ou étudiants de l'université en énergie renouvelable, forcés d'y assister sous peine de licenciement. L'usage de la langue zapotèque n'empêche pas les discussions d'être tellement techniques que les participants, payés 250 pesos

pour venir faire acte de figuration, peinent à en comprendre les enjeux environnementaux. Les vibrations provoquées par les turbines dans le sol et à sa contamination par l'huile qui dégouline le long des tubes, font disparaître les oiseaux et les poissons de la lagune. Ce qui ne gêne guère les officiels qui parlent quant à eux de respect de l'agriculture traditionnelle.

De toute façon, les opposant-es au projets sont menacés de mort et exécutés par des mafias en cheville avec le gouverneur, dans un état gangréné par la violence, la corruption et la misère. Le séisme de 2017 a laissé des ruines partout, et les promesses d'embauche par les compagnies d'éoliennes, même non tenues, donnent toute légitimité à la violence d'État et à ses sicaires. Les défenseurs des droits mandatés par des ONG font certes un travail remarquable pour que les assemblées consultatives se tiennent dans des conditions plus démocratiques, mais ils ne parviendront pas à inverser le rapport de force. Un avocat a rédigé un amparo* agraire qui permettrait de faire valoir l'autorité des terres de la communauté de Juchitan, dévoilant l'illégalité des procédures de privatisation des terres depuis des années. L'utilisation de ces recours par les communautés est une des armes les plus utilisées et efficaces pour stopper un projet, ou au moins en ralentir considérablement le temps de la procédure. Récemment, un amparo déposé contre le projet du Tren Maya a été gagné par la communauté de Calakmul (Campeche),

interdisant les travaux de s'effectuer dans son territoire. Les communautés Chontal dans l'État de Oaxaca ont également gagné récemment un amparo suspendant les opérations d'une concession minière canadienne dans leur territoire.

La phase de « consultation » tire à sa fin, les travaux devraient commencer en juillet 2020. Face à l'imminence de ce désastre, les comuneros des différents peuples se rassemblent et s'organisent. Dans les prochains mois, cette capacité à dépasser les clivages pour s'unir sera décisive.

Ce projet s'inscrit dans une perspective plus vaste de travaux pharaoniques mis en œuvre par le gouvernement mexicain dans l'isthme, destiné à créer un corridor intra-océanique par voie terrestre: train de frêt, autoroutes, industries le long du parcours pour accélérer le commerce avec les États-Unis, et ralentir l'immigration en sens inverse.

Face à l'ampleur des projets et de la destruction des communautés orchestrée par Lopez Obrador, la lutte s'organise, s'intensifie, du Chiapas au Pueblo. Leurs combats, qualifiés comme ceux de l'extrême droite de « conservateurs » par Loblador, sont au contraire porteurs d'un nouvel espoir pour tous les peuples : la possibilité de l'union, et de la récupération d'un mode de vie, des territoires, qui zèbre peu à peu le tissu doré du capitalisme, fût-il d'État comme au Mexique. ●

Claire GT Amérique

* recours juridique qui permet aux particuliers d'exercer un contrôle de constitutionnalité contre des actes administratifs ou juridictionnels.

Europe

La mort de l'internationale capitaliste européenne

La pandémie a touché l'Europe après l'Asie. L'UE dans tout ça ?

L'Union européenne a été incapable d'aborder collectivement cette pandémie. Ce virus touche tout particulièrement les pays inscrits dans la mondialisation, interconnectés entre eux, comme c'est le cas des pays de l'UE et de l'espace Schengen. Ce virus se déplace par les voyageur-euses et sûrement par le transport de marchandises. Mais les pays membres de l'UE ont chacun pris des mesures à leur échelle nationale sans se concerter ni même observer ce qui se passait ailleurs.

Le repli sur soi est aujourd'hui la norme pour les 27 membres. Quelques exemples de solidarité ont eu lieu entre la France et l'Allemagne avec des transferts de malades, ou le maintien du transport de marchandises, en particulier alimentaires, avec le Royaume-uni et cela malgré le récent Brexit (sans rancune on évite encore d'affamer nos proches voisins, ouf !), mais globalement l'heure est au sauve qui peut et au chacun pour soi.

Face aux mesures de fermetures des frontières ou à la limitation des déplacements aucun pays n'a pris de mesures simultanées ou coordonnées. Ainsi les Italien-nes hallucinaient de voir les Français-es voter pour les municipales alors que chez eux à quelques encablures, le virus se diffusait très rapidement.

L'Union Européenne révèle aussi sa faillite par les scandales des vols des masques de protection. En pleine urgence sanitaire mondiale des pays membres se sont ainsi volés entre eux des stocks de protection sur les tarmacs des aéroports... La France a saisi quatre millions de masques appartenant à une société suédoise, en partie destinés à l'Espagne et l'Italie, avant de finalement restituer la cargaison, sous la pression médiatique. La République tchèque a également saisi des masques, dont une partie devait être livrée en Italie.

Cette crise sanitaire démontre aussi l'exploitation des travailleur-euses entre les pays membres et la dépendance des économies envers la main d'œuvre étrangère. Le secteur agricole français se retrouve actuellement en pénurie de

main d'œuvre car celle-ci est depuis de nombreuses années, majoritairement étrangère et intra-européenne. Les patrons de l'agro-industrie qui profitent d'habitude des différences de protection sociale, des différences salariales des pays membres et surtout de la mobilité des travailleur-euses en Europe, en appellent aujourd'hui à un effort de solidarité nationale pour réussir à produire.

Il en va de même pour les produits. L'UE s'est construite comme un gigantesque espace de libre-échange. Aujourd'hui les frontières sont fermées pour les personnes et les échanges internationaux sont fortement diminués. Les politiques et les économistes contredisent alors immédiatement leur discours habituel en vantant les mérites des productions nationales et en critiquant l'inutilité des transports internationaux. Comme si, ceux-ci, en période normale, n'étaient pas déjà très critiquables pour leurs impacts écologiques désastreux, et pour les conditions de travail parfois dangereuses de nombreux transporteurs européens avec des coursier-ères, des routier-ères, des batelier-ères, des cheminot-es, des aviateur-trices, des gens de mer et des magasinier-ières qui ne comptent pas leurs heures et prennent des risques pour leur vie et celle des autres.

L'Union Européenne bloque aussi pour trouver une solution économique commune. Certains pays comme la France, l'Espagne, la Grèce... souhaitent une dette commune pour l'UE et la création de prêts de l'UE vers les pays pour pouvoir faire face à leurs besoins urgents de finances. Mais de nombreux pays refusent, au motif qu'ils souhaiteraient pouvoir contrôler l'utilisation faite par les pays de ces prêts. C'est le cas de la Hollande qui ne souhaite pas signer de "chèques en blancs" aux pays du Sud de l'UE notamment. L'UE révèle ainsi sa division dès qu'il s'agit de solidarité de la dette ou d'effort économique commun.

L'Union Européenne, notre internationale capitaliste continentale, se révèle encore une fois plutôt sous les traits

Brèves américaines COVID19

A' Guayaquil, en Equateur, la gestion de l'épidémie a fait officiellement 1400 morts, sans doute près du double. Plus de 770 personnes sont mortes à leur domicile, car elles n'ont pas pu accéder à l'hôpital. Quant aux 600 morts à l'hôpital, pris en charge trop tard, leurs proches expliquent que l'identification des corps pose de graves problèmes. L'horreur de la situation montre clairement à quel point la notion de service public de santé est inexistant dans le pays. (source: Telesur)

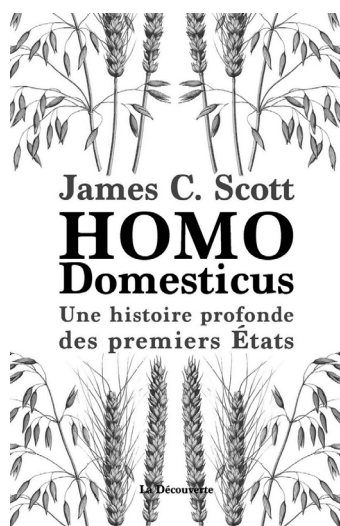
A' u Paraguay, avant l'arrivée de l'épidémie, qui s'est très rapidement propagée dans le pays, c'était 71% de la population qui vivait d'emplois informels. Aucun confinement ne peut être appliqué quand on meurt de faim si on ne va pas travailler. Dans un pays où 8 personnes âgées sur 10 n'ont pas de retraite et doivent continuer à travailler, elles doivent donc choisir entre la faim et la maladie. Quant à l'« aide » qui a été versée par l'État aux travailleur-euses (officiels, donc très minoritaires), elle atteint à peine 25% de leur salaire normal. Quant aux hôpitaux, on peut compter 0,8 lit pour 1000 habitants. Ce qui permet actuellement de survivre au Paraguay, c'est l'auto-gestion des populations: des marmites populaires, la distribution de vivres aux plus démunis, la solidarité et l'entraide par quartiers. (source: Desinformémonos)

d'un gang des vautours que sous ceux d'une protection collective. L'UE est aujourd'hui face à son ADN et menace d'exploser sous les divergences d'intérêts et le retour des conflits internationaux autour de l'accaparement des ressources et marchandises.

Face à leur internationale capitaliste, nous opposons notre internationalisme de solidarités et de résistances entre les peuples du continent européen. De nombreuses actions sont en cours de préparation pour que la sortie de cette crise sanitaire soit le début d'une véritable Union des peuples à l'échelle du continent européen. ●

G.T Europe

Maladies nouvelles néolithiques



Homo Domesticus, une histoire profonde des premiers États, James C. Scott, éd. La Découverte, 297 p., 23 euros.

Regarder en arrière, dans un passé historique et lointain, permet souvent de comprendre l'émergence de certains phénomènes actuels. En outre, cela relativise certaines données du présent que l'on croirait immuables, mais dont l'existence n'est pas toujours allée de soi. Ce qui permet d'imaginer ce qui pourrait être encore tout à fait autrement ! C'est ce regard décalé que propose ce texte, publié en 2017 aux États-Unis, publié en France en 2019. L'anthropologue américain James C. Scott y décortique un certain nombre de représentations admises sur l'apparition des premiers États et l'amélioration du niveau de vie qu'auraient entraîné la sédentarisation et l'agriculture.

■ Une sédentarisation pathogène

Pour faire écho à *La révolution d'un seul brin de paille*, ouvrage devenu classique du japonais Fukuoka, précurseur de la permaculture, il serait possible de renommer l'essai de Scott *L'asservissement d'un seul grain de blé*. En s'appuyant sur les travaux novateurs d'un certain nombre de

chercheur-euses sur le début de la domestication des plantes et des animaux, Scott émet l'hypothèse que bien loin d'amener un confort et une sécurité alimentaire, l'agriculture et l'élevage ont plutôt contribué à réduire la diversité nutritionnelle et le temps de loisir qu'offrait un mode de vie basé sur la chasse et la cueillette. Dès l'instant où certaines communautés sont devenues sédentaires, il semblerait que ça ait plutôt détérioré leurs conditions d'existence. On observe par exemple une diminution de la taille des squelettes des premier-es agriculteur-ices, due à un stress nutritionnel (périodes de pénurie de récoltes) et à un appauvrissement de leur régime alimentaire, bien moins varié que celui prélevé par les peuples nomades dans la nature. Les ossements témoignent également de troubles musculo-squelettiques et de lésions articulaires provoquées par un travail difficile et répétitif. La sédentarité et la domestication des animaux entraînent également la création d'une concentration de population que Scott présente comme des « *camps de regroupements pluri-spécifiques* » qui favorisent l'émergence

d'agents pathogènes et d'épidémies. Les maladies sont transmises des animaux domestiques et des parasites, attirés par bêtes et nourriture, aux humains et inversement. Et la disparition d'un certain nombre d'États ou proto-États du Néolithique pourrait bien avoir été causée par l'apparition de maladies nouvelles, féroces et contagieuses. Un autre aspect problématique de l'abandon de la chasse et de la cueillette est la perte d'un savoir pratique lié aux plantes, aux déplacements du gibier et aux écosystèmes naturels. Avec

pour conséquence une dépendance à des sources réduites de subsistance.

■ L'origine des États-nations

Après avoir dressé un tableau peu avantageux de la sédentarisation, Scott suggère que les peuples du Néolithique ont sans doute longtemps allié différentes formes de déplacement et de subsistance, alternant périodes sédentaires et nomades, agriculture et élevage, puis chasse et cueillette. La domestication des plantes et des animaux est donc très ancienne, bien plus que la formation des villes et l'apparition

Sorcières

Pour compléter l'analyse d'*Homo Domesticus*, le très éclairant *Caliban et la sorcière* de Silvia Federricci s'intéresse à une autre période de basculement historique : l'arrivée du salariat, de la privatisation des terres et du capitalisme à la fin du Moyen Âge, qui y développe davantage l'articulation entre l'oppression des femmes (la chasse aux sorcières), l'esclavage (colonisation européenne) et l'exploitation des classes populaires pour une accumulation des richesses toujours plus inégalitaire.



des premières structures étatiques. Néanmoins, c'est bien la culture des céréales qui aurait permis l'émergence des premiers États (d'abord cités-États, puis royaumes, empires). Le grain est idéal pour servir de base à l'impôt : les champs de céréales sont visibles et divisibles, le grain facile à mesurer, transporter, stocker et rationner. Ce qui n'est pas le cas avec « *les légumineuses, les tubercules et d'autres plantes sources d'amidon [qui] possèdent certaines de ces qualités adaptées aux exigences de l'État, mais [dont] aucune ne les possède toutes* ». En outre, l'arrivée à maturité des céréales est facile à prévoir, les collecteurs d'impôt pouvant prévoir passer au moment opportun...

Les premiers États ont aussi mis longtemps à s'imposer car beaucoup de leurs sujets fuyaient contrôle et taxes, préférant retourner au nomadisme. Scott suggère que les murs d'enceinte et de démarcation servaient sans doute autant à se protéger des attaques extérieures et des razzias des peuples nomades qu'à empêcher l'évasion des populations hors des frontières étatiques. Et la pression était forte pour produire davantage de nourriture (le rendement pesait déjà sur les premier-es agriculteur-ices préhistoriques...). Leur existence dépendait de l'imposition des récoltes, de nouvelles fonctions (administratives, militaires, aristocratiques, religieuses) apparaissent dans les premiers États qui se construisent sur le surplus avant de se baser sur la dette et le capitalisme. Déjà existant depuis longtemps entre tribus nomades, l'esclavage s'intensifie et s'institutionnalise

pour soulager la main d'œuvre agricole, et répondre aux ambitions architecturales et militaires des élites. Le souhait de réduire en esclavage des lots toujours plus nombreux de prisonnier-es de guerre motive l'expansion des conflits armés, bien plus que le désir d'agrandir ses territoires.

et dans laquelle les femmes participaient autant que les hommes aux tâches de subsistance.

■ Les paysans et les barbares

Ce qui ressort de ce travail de synthèse des recherches les plus ré-

centes sur les débuts de la domestication, puis de sédentarisation et de l'apparition des premiers États, c'est un regard plus nuancé sur ces formes de civilisation qui n'ont pas apporté que des avancées en terme de bien-être et d'équilibre social. Scott étudie en parallèle l'existence des peuples « *barbares* » sans États, aussi nombreux voire plus, jusqu'au 16^e siècle. Des peuples que l'auteur invite à reconsidérer sous un œil plus positif : s'ils n'ont pas laissé de ruines de palais spectaculaires, ni d'ouvrages littéraires marquants qui puissent témoigner de leurs cultures et de leurs histoires, ils ont sans doute connu un mode de vie plus libre et horizontal, auquel on pourrait

se laisser aller à rêver (en se gardant toutefois de trop l'idéaliser). Et ces peuples de l'oralité avaient sans doute de bonnes raisons de ne pas intégrer à leurs pratiques l'écriture, dont les débuts coïncident avec ceux des États, qui avaient bien besoin d'un outil pour quantifier, contrôler et réguler ! ●

Chloé, CNT Sainté,
Femmes Libres-Mujeres Libres

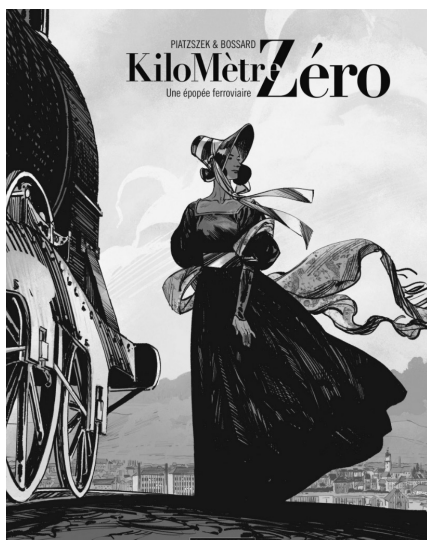
Anthropo des dominations

Homo Domesticus s'inscrit dans un ensemble de recherches anthropologiques qu'on a pu qualifier d'anarchistes, puisqu'elles analysent et étudient le « pouvoir », le caractère oppressif des institutions, et les résistances à ces institutions*. Les travaux de Scott mettent en lumière les résistances des populations dominées, le plus souvent sous une forme continue et latente (contournements, sabotages, fraudes) et parfois par l'expression d'une rébellion. Notamment entre le nord de l'Inde et le sud du Vietnam où vivaient jusqu'à récemment (peut-être reste-t-il encore quelques enclaves) des groupes ethniques qui échappaient au contrôle des États. C'est le sujet d'un autre essai : *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné*.

La puissance de ces États passe déjà par une croissance démographique forte et le rôle de la reproduction commence à peser très lourd sur les épaules (et le ventre) des femmes. Cette pression entraîne une répartition genrée des tâches, bien moins présente dans la sociabilité nomade dans laquelle les peuples itinérants avaient tendance à réguler les naissances (allaitement plus long, usage de plantes abortives...) afin de limiter la croissance du groupe et le nombre d'individus à nourrir,

* Cités en exemples dans la préface d'*Homo Domesticus*, les ouvrages de David Graeber (*Dette*, 5000 ans d'histoire ;

La conquête de l'Est



Kilomètre zéro, tome 1,
Piatyszek et Bossard,
Bamboo éd., 56 p. 14,90 euros.

Les années 1830 commencent à ronronner. La fameuse révolution industrielle fait rugir ses cheminées d'usines et bouillonne le ciel de suie. Le profit s'accumule vite, agrégeant des fortunes familiales. Le capitalisme familial est en plein essor. Les investisseurs se lancent sur les rails des projets ambitieux soumettant toujours plus le travail au capital. Des étincelles, les bourgeois en ont plein les yeux, les fourneaux des machines en charrient des milliers. En Alsace, comme ailleurs. Cette fiction dessinée très inspirée effectue un chassé-croisé entre les puissants et les armées de bras à leur service. Le récit est imprégné par la lutte des classes, basculant de la famille de l'industriel triomphant à celle des jeunes prolos, ados, marmots qui triment à l'usine. Une manufacture où les mêmes crachent leurs poumons entre le fracas des machines, usant leur vie chiche pour un maigre apport de salaire à la famille. Pour les industriels, ce salariat est pratiquement un cadeau qu'ils

font à la classe ouvrière, un bonus indispensable à leur survie, celle des pauvres comme celle de leurs entreprises, à les entendre.

Pas vraiment tentée par le mariage arrangé profitant aux alliances de familles et de capitaux, la fille du magnat local fait l'école aux jeunes ouvriers, et se pique de journalisme, un comble pour une femme de l'époque. Elle en vient à dénoncer l'exploitation de ces enfants. Mais ils ont bien des avantages pour la fabrique, ces mioches barbouillés de graisse et de suie : pas chers, si souples, si agiles. Leur petit format est idéal pour aller entretenir les recoins hors d'atteinte des machines mastodontes. Et dans une pièce à l'écart, les jeunes ou-



vières subissent le droit de cuissage des contremaîtres, des viols sordides sous chantage à l'emploi. Jusqu'à ce qu'un prolo piste un de ces prédateurs sexuels, lui tombe dessus et lui casse la gueule. Il finit dans un cachot, sale temps pour son avenir. Trop utile à la fabrique, couvert par les patrons, le contremaître reçoit de vagues remontrances et garde son poste. Impunité organisée. Dans les salons dorés, la bourgeoisie des fabricants bruisse de considérations

autrement plus importantes pour son propre futur. On y prépare la mutation, des métiers à tisser et de la filature aux kilomètres de la ligne de chemin de fer. Le magnat local, Nicolas Koechlin, intrigue, use de son mandat de député pour acquérir les terrains indispensables à ses juteuses affaires et obtient le vote d'une loi qui lui accorde, et à lui seul, la concession de la ligne Mulhouse-Thann qui a réellement été inaugurée en 1837, reliant les deux centres industriels. Une histoire vraie qui servira de test grandeur nature, de banc d'essai pour ouvrir la liaison ferrée Strasbourg-Bâle, première ligne internationale. La BD assiste aux pourparlers et intri-

gues mis en oeuvre pour s'assurer l'hégémonie de la société et de ses dividendes. L'intérêt du récit au dessin enlevé, aux lumières tranchées et économes, est de ne pas se cantonner à l'épopée industrielle, capitaliste et technique mais de descendre jusque dans les soutes auprès des corps malmenés des ouvriers, suivant le parallélisme des destins. Et leur antagonisme. ●

Nico, Interco Nantes

Utopies métissées



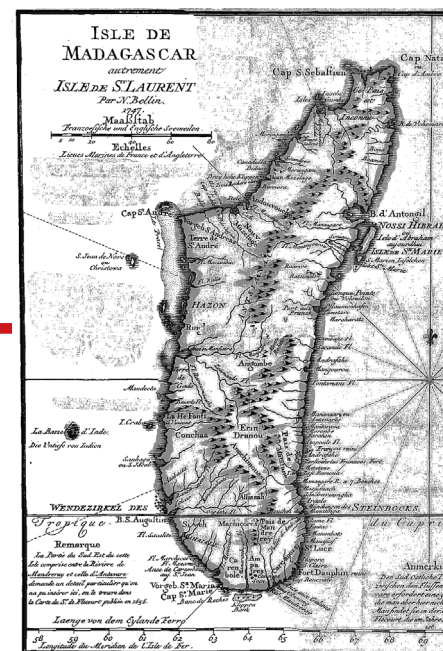
Les pirates des Lumières ou la véritable histoire de Libertalia,

David Graeber,
Libertalia éd 234 p, 18 euros.

S I on pensait plonger dans une saga truculente de pirates, d'aventures exotiques, de tronches burinées à la sauce libertaire, mieux vaut passer son sillage. L'auteur le concède, le titre du bouquin est provoc, piratant en quelque sorte l'imaginaire d'émancipation des Lumières, en le décentrant à Madagascar, retournement de l'ethnocentrisme occidental, donc blanc et européen. Anthropologue libertaire américain, David Graeber sait bien que Libertalia, colonie de pirates autogérée, n'a pas littéralement existé, mais que la vie à bord des navires pirates, et la fondation de ports et comptoirs sous leur contrôle au nord est de la Grande île a véritablement formé des expériences de démocratie radicale. Par métissage, des Malgaches ont mis en place une société imprégnée de principes égalitaires, la confédération betsimisaraka (qui en malgache veut dire « *multitude non séparée* » ou bien « *ceux qui ne séparent jamais* », ou « *ceux qui restent solidaires* »). Une confédération, le but n'étant pas d'élire un chef à sa tête, mais de tisser des alliances économiques et politiques entre différentes commu-

nautés. Réfutant les légendes, mythes et racontars, oscillant entre plausible et crédible, Graeber inspecte avec un regard critique les sources disponibles, y va du conditionnel, relève que les pseudo rois pirates voire les prétendus monarques des ethnies malgaches sont souvent des bluffs pour impressionner rivaux et ennemis. Comme les mousquets, rudimentaires et dangereux à l'usage, servent parfois plus comme des talismans voués à impressionner l'adversaire que comme armes de guerre efficaces.

De par cette navigation à l'estime, l'auteur cherche les sous-bassements du mythe de Libertalia, en dessine les contours et dévoile une réelle utopie libertaire malgache, née de l'influence et la descendance des pirates. Ces marins hors la loi sédentarisés se sont alliés à des femmes libres malgaches investies dans le commerce. Les raisons de cette alliance seraient à chercher dans l'opportunité pour ces femmes de se libérer de restrictions sexuelles drastiques et de renforcer leur autonomie. L'alliance marchande et maritime avec les pirates accordait à ces



femmes les avantages de la langue et de la connaissance des coutumes, conjuguée à l'absence de famille du conjoint à gérer. Autour du destin de Ratsimilaho, fils d'un pirate anglais et d'une Malgache, apparaît cette société qui n'est pas basée sur la hiérarchie et l'héritage. En ce XVII^e siècle lointain des dites élites éclairées, se réalise un mélange entre l'autogouvernement des pirates et les éléments les plus égalitaires de la culture politique de certains groupes malgaches. Graeber fait découvrir des conseils de justice de douze juges tirés au sort, des assemblées horizontales, les cabarres (kabary en malgache), où les décisions se prennent en cherchant le consensus, et où siègent les femmes. Il note même des cabarres exclusivement tenues entre femmes, dans le cas de crime contre une femme.



Une femme betsimisaraka vers 1910

De fait, les pirates sont plutôt absents de cette recherche ou maintenus à la périphérie, privilégiant le point de vue malgache, les rituels de guerre et de palabres, les sagas légendaires. Décentrer le regard, c'est un des intérêts principaux de cette étude. ●

Nicolas, Interco Nantes



LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleur-euses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme.

ANTICAPITALISTE ! Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-un.es. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !